



Réflexions, témoignages et lutte contre l'économie verte

Bulletin du WRM 264

Janvier 2023

[Accéder au Bulletin depuis le site WRM](#)

[Inscrivez-vous au Bulletin](#)

Indice

NOTRE OPINION - Conférences sur le climat et agendas politiques.....	2
Plantations de palmiers à huile au Chiapas, Mexique : femmes en lutte contre le contrôle territorial et la violence.....	5
Un dialogue sur les 15 ans de REDD en tant que politique climatique dans les forêts	11
Les voix des femmes riveraines des plantations de palmiers à huile de la Socfin en Sierra Leone.....	20
Nouvelles capitales, déforestation et apartheid social : parallèles entre le Brésil et l'Indonésie.....	23
Illusions du carbone en Amazonie brésilienne.....	30
Amérique du Sud : destruction « verte » dans la forêt amazonienne.....	35
RECOMMANDATIONS.....	42
- La production d'huile de palme se traduit par une exploitation des populations noires et autochtones au Brésil	
- Une société d'huile de palme, des policiers et des militaires se livrent à un saccage massif et violent contre des villageois en RDC	
- En République du Congo, des familles dépossédées de leurs terres pour faire place au projet de compensation du géant pétrolier Total	

Ce bulletin contient des articles écrits par les organisations et les personnes suivantes :

La coordinatrice du Réseau des femmes de La Costa en rébellion, du Chiapas, au Mexique ; neuf alliés du WRM de différentes régions pour discuter des effets néfastes du mécanisme REDD, dont Acción Ecológica de l'Équateur, CENSAT/Amis de la Terra de Colombie, le Centre de ressources agraires d'Indonésie, Muyissi Environnement du Gabon, le Réseau environnemental autochtone (IEN) d'Amérique du Nord et la Corner House du Royaume-Uni ; la coordinatrice nationale du réseau de défense des femmes WORNAPI de Sierra Leone ; et le Secrétariat international du WRM.

NOTRE OPINION

Conférences sur le climat et agendas politiques

Les points d'accord (ou de désaccord) des gouvernements lors des sommets climatiques de l'ONU ne sont pas vraiment pertinents dans le monde réel de l'expansion du marché du carbone. Les entreprises, les gouvernements, les ONG de conservation, les consultants, les banques et de nombreux autres acteurs intéressés travaillent d'arrache-pied pour faire des mécanismes de marché carbone « la seule voie possible ».

Le secteur des énergies fossiles et ses alliés politiques et économiques ont échoué (une fois de plus) dans leur offensive de lobbying visant à ce que les gouvernements adoptent des règles pour le commerce du carbone lors des dernières négociations climatiques de l'ONU en novembre 2022 – et ce malgré leur [nombre toujours croissant de lobbyistes](#) présents aux sommets sur le climat.

Mais pourquoi ces acteurs sont-ils si désireux de faire du commerce du carbone une politique climatique ? Parce qu'il permet au secteur des énergies fossiles, et à tous les secteurs qui en dépendent, de continuer à se développer et peut-être même d'en tirer profit. Les « marchés du carbone » sont au cœur de nombreux concepts qui sont promus, notamment les compensations carbone, le « zéro émission nette », les produits « neutres en carbone », les « solutions fondées sur la nature », la REDD+, le « zéro déforestation nette ».

Même si le rôle réel des marchés du carbone dans l'Accord de Paris des Nations Unies continue d'être contesté et débattu lors des sommets des Nations Unies sur le climat, certains gouvernements vont de l'avant malgré tout en établissant des mécanismes de marché carbone nationaux ou infranationaux, des accords bilatéraux ou des partenariats public-privé pour mettre en place de nouvelles initiatives de marché carbone. Toutes ces initiatives d'une manière ou d'une autre, alimentent une demande en faveur d'une augmentation des échanges de carbone et ouvrent la voie à une dépendance encore plus forte vis-à-vis de mécanismes de marché du carbone qui seraient la *seule voie possible*.

Le gouvernement suisse, par exemple, a conclu des traités bilatéraux avec le Pérou, le Ghana, le Sénégal, la Géorgie, le Vanuatu, la Dominique, la Thaïlande, l'Ukraine, le Maroc, le Chili et l'Uruguay, afin d'atteindre son objectif « zéro émission nette » d'ici 2050. Ces accords définissent une base juridique pour les contrats commerciaux qui garantissent le transfert de crédits de réduction d'émissions (bon marché), laissant potentiellement ces pays du Sud financer des réductions d'émissions plus coûteuses pour atteindre leurs propres objectifs. (1) Un cabinet de conseil spécialisé dans le carbone a expliqué en quoi ces accords sont « d'importants laboratoires pour l'avenir des mécanismes de marché ».(2)

De plus, l'envoyé spécial américain pour le climat, John Kerry, a lancé lors de la conférence des Nations Unies sur le climat un plan de compensation volontaire du carbone, avec le soutien du

Earth Fund de Jeff Bezos (du géant de la distribution Amazon), de Microsoft, de PepsiCo et de la Bank of America. (3)

Les sociétés de combustibles fossiles et d'autres entreprises polluantes continuent également de signer des accords avec les gouvernements des pays du Sud pour l'achat de grandes quantités de crédits carbone. En novembre 2022, le président du Guyana, Irfaan Ali, a annoncé que la compagnie pétrolière américaine Hess Corporation achèterait 2,5 millions de crédits carbone chaque année entre 2016 et 2030. Hess Guyana Exploration détient une participation de 30 % dans le bloc d'exploration pétrolière et gazière de Stabroek au large du Guyana. Les crédits carbone sont générés à partir de projets REDD dans les forêts du Guyana. (4) Toutes les grandes compagnies pétrolières achètent des crédits carbone.

Les points d'accord (et de désaccord) des gouvernements lors des sommets climatiques de l'ONU ne sont pas vraiment pertinents dans le monde réel de l'expansion du marché du carbone. *Les entreprises, les gouvernements, les ONG de conservation, les sociétés de conseil, les courtiers, les banques et de nombreux autres acteurs intéressés travaillent d'arrache-pied pour faire des mécanismes de marché carbone « la seule voie possible ».*

C'est encore pire si l'on considère que les crédits carbone, tout en intensifiant la crise climatique, servent de façade à l'expansion d'un accaparement violent et raciste des terres et des forêts des peuples autochtones et des communautés paysannes.

Un article de ce Bulletin, portant sur quatre projets REDD dans la municipalité de Portel au Brésil, montre comment les droits communautaires, dans certains cas même à l'insu de la communauté, sont bafoués et comment l'autodétermination des communautés est mise en péril par ces projets.

Un autre article rapporte un débat organisé par le WRM pour réfléchir avec neuf alliés de différentes régions aux nombreux et divers niveaux d'impacts néfastes que le mécanisme REDD a causés au cours des 15 dernières années.

Se concentrant sur la région amazonienne en particulier, un autre article explique comment les « solutions » proposées – notamment les mécanismes carbone, les énergies renouvelables, les agrocarburants, etc. – sont devenues de nouvelles causes sous-jacentes de la déforestation. Ces projets « verts » se développent parallèlement à d'autres projets classiques et destructeurs.

Les plantations industrielles en monoculture figurent parmi ces projets destructeurs. Ce Bulletin comprend deux contributions mettant en lumière les histoires et les résistances des femmes face aux plantations de palmiers à huile sur leurs territoires : l'une est un podcast racontant l'histoire des femmes en Sierra Leone confrontées aux plantations de la société Socfin ; et la seconde est un entretien avec une femme de *La Red de Mujeres de La Costa en Rebeldía* du Chiapas, au Mexique, qui souligne comment elles s'opposent à cette monoculture facilitée par les contrats que les hommes signent avec les entreprises.

Un autre article s'intéresse aux projets actuels du gouvernement indonésien de construire une nouvelle capitale, avec l'argument d'en faire une ville « verte » et « intelligente », qui aiderait l'Indonésie à atteindre ses objectifs « zéro émission nette ». L'article établit des parallèles avec l'époque où les dirigeants brésiliens ont décidé de construire une nouvelle capitale il y a environ 60 ans au milieu du pays.

Alors que les peuples autochtones, les communautés paysannes et autres, en particulier dans les pays du Sud, sont confrontés directement aux lourds impacts de la crise climatique, les conférences et les accords de l'ONU ont été, depuis le début, noyés par les pressions exercées pour maintenir le fonctionnement de l'économie capitaliste.

Tournons nos yeux et nos efforts vers le renforcement de notre solidarité et l'élaboration de stratégies s'appuyant sur des alliances horizontales entre les mouvements populaires. (5) C'est là que doivent avoir lieu les discussions, avec ceux qui défendent vraiment la vie.

(1) Confédération suisse, Accords bilatéraux concernant les réductions d'émissions et le stockage du CO2 à l'étranger, <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/climat/info-specialistes/climat-affaires-internationales/staatsvertraege-umsetzung-klimauebereinkommen-von-paris-artikel6.html>

(2) Argus, Swiss article 6 agreements 'set poor precedent', novembre 2021, <https://www.argusmedia.com/en/news/2269408-swiss-article-6-agreements-set-poor-precedent>

(3) Reuters, U.S. climate envoy Kerry launches carbon offset plan, novembre 2022, <https://www.reuters.com/business/cop/us-climate-envoy-kerry-launches-carbon-offset-plan-2022-11-09/>

(4) REDD-Monitor, Guyana is to sell US\$750 million carbon offsets to Hess Corporation, a US-based oil corporation that is extracting oil in Guyana. The saga of false solutions to the climate crisis continues, décembre 2022, <https://redd-monitor.org/2022/12/05/guyana-is-to-sell-us750-million-carbon-offsets-to-hess-corporation-a-us-based-oil-corporation-that-is-extracting-oil-in-guyana-the-saga-of-false-solutions-to-the-climate-crisis-continues/>

(5) Note d'information du WRM, Une réflexion critique sur la participation aux processus internationaux d'élaboration des politiques forestières, 2022, <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/une-reflexion-critique-sur-la-participation-aux-processus-internationaux-delaboration-des-politiques-forestieres>

Plantations de palmiers à huile au Chiapas, Mexique : femmes en lutte contre le contrôle territorial et la violence

Les plantations de palmier à huile constituent une cause principale de la déforestation dans le sud-est du Mexique. Un réseau de femmes au Chiapas s'est organisé pour dénoncer les mesures de coercition et la tromperie de l'État et des entreprises pour que les paysans acceptent la monoculture sur leurs terres. Leur lutte est pour la terre, pour leurs connaissances et pour que leurs voix soient entendues.

Les plantations de palmier à huile sont devenues un des principaux moteurs de la déforestation dans le sud-est du Mexique. Ces monocultures s'imposent en tant que forme de contrôle territorial, en effaçant et en profitant de formes d'organisation sociale existants et en générant la violence, principalement contre les femmes et les territoires qu'elles défendent. (1)

Selon les données de 2019, l'État du Chiapas, au sud du Mexique, concentre plus de 43 pour cent des plantations de palmier à huile du pays. (2) Rien que dans la région côtière, au sud du Chiapas, on retrouve 27 500 hectares plantés. Ces plantations forment avec le nord du Chiapas un « corridor » de plantations de palmiers qui inclut des territoires au Guatemala et au Honduras. Ce corridor a été consolidé avec le « Projet d'intégration et de développement de Mésoamérique, » que promeut le « Programme méso-américain de biocombustibles, » lequel vise à réaménager le territoire au profit des intérêts d'affaires et des élites locales. La région de Costa, à son tour, est devenue une grande zone d'extraction, avec des projets miniers, hydroélectriques, de méga-infrastructures, de gazoducs et de plantations de monocultures, en plus de constituer une zone de contrôle militaire accru en raison des flux migratoires vers les pays du nord. Ce n'est pas un hasard si les plus grandes plantations de palmier se trouvent dans cette région, car c'est la plus riche en eau de tout le Mexique.

Le Chiapas compte onze usines de transformation d'huile de palme crue, qui est par la suite raffinée en huile végétale dans des raffineries situées dans les États de Veracruz et Jalisco. Chacune de ces usines encourage l'expansion des plantations de palmiers. À leur tour, les plantations de palmier à huile sont liées à un autre mégaprojet de soutien extractif dans la région de Palenque, au nord de Chiapas : « Le train maya, » la pièce phare du soi-disant « Projet de réaménagement territorial du sud-sud-est, » également liée au « Projet d'intégration et de développement de Mésoamérique. » Ce chemin de fer servira de route d'extraction de matières premières de base, notamment l'huile de palme.

Face à cette situation, les femmes s'organisent avec force dans la région et dénoncent les mesures de coercition et la tromperie de l'État et des entreprises pour que les paysans acceptent la monoculture sur leurs terres. Elles indiquent que ces plantations ont plusieurs effets, notamment la réduction des espaces consacrés aux jardins et aux basses et leur contamination de produits

agrototoxiques, et l'érosion des sols qui complique la production et le manque d'eau et de fourrage pour les animaux. Pour se nourrir, les familles dépendent de plus en plus de l'achat de produits industrialisés et transformés, et même de produits de base comme le maïs et le haricot. Cela a signifié pour les femmes un abandon des pratiques ancestrales de prise en charge et de préservation des territoires, la perte de leurs connaissances, de leur histoire, de leur culture et de leurs façons de s'organiser, de travailler, de célébrer et de s'alimenter.

La majorité des femmes s'opposent à la location des terres pour la monoculture, mais comme elles n'en sont pas les propriétaires, leurs intérêts ne sont pas pris en compte. Ainsi, la lutte des femmes pour la terre comprend également leur lutte pour participer aux processus décisionnels de leurs communautés, à la sélection des cultures, quand et où les planter ; et pour que leurs voix soient entendues en pleine égalité.

De son côté, le gouvernement se base sur son discours de protection et de contrôle du crime organisé pour militariser ces territoires en faisant intervenir la Garde nationale. Par conséquent, les persécutions, le harcèlement, le contrôle et la violence physique, sexuelle et émotionnelle contre les femmes, ainsi que les féminicides ont augmenté dans une complète impunité. De plus, ces violences s'exacerbent avec le contrôle que prétendent exercer les groupes criminels organisés dans la région.

Mais les femmes n'abandonnent pas leur lutte. Réunies en réseau et collectifs, elles s'organisent, s'informent et se forment pour renforcer leur voix et leur lutte collective.

Le WRM a conversé avec **Guadalupe Núñez Salazar, coordinatrice de La Red de Mujeres de La Costa en Rebeldía** (Réseau de femmes de la côte en rébellion), un regroupement d'environ 80 femmes provenant de diverses communautés des municipalités côtières du Chiapas pour défendre leurs terres et leurs territoires.

WRM : Pouvez-vous nous raconter la vie sur ces terres avant la venue du palmier à huile dans la région ?

Avant l'arrivée des plantations de palmier à huile, les arbres fruitiers abondaient dans ce territoire, il y avait des rivières puissantes et une grande variété de plantes et d'animaux. Je me souviens très bien de ce territoire avant l'arrivée du palmier. Les femmes cultivaient une variété de plantes et pouvaient consommer et produire divers aliments. Nous pouvions nous baigner en toute tranquillité dans les rivières et beaucoup de gens pratiquaient la pêche saisonnière. L'eau était pure et il n'y avait aucun besoin de la faire bouillir ni d'y ajouter quoi que ce soit pour la boire, comme nous devons le faire maintenant. Nous sentions que nous étions proches et en contact avec la terre et son abondance. Il y avait beaucoup à manger, y compris du petit gibier. De nombreux oiseaux saisonniers venaient alors. Les terres étaient très humides, elles l'ont toujours été, mais nous savions comment les gérer pour en tirer avantage.

WRM : Quand et comment les plantations se sont-elles établies dans vos territoires ?

Le palmier à huile est arrivé dans les années 1990 avec l'aide des gouvernements.

En 1998, d'importantes inondations ont causé de grandes pertes pour les familles paysannes dans une grande partie de la région. Il faut se rappeler que l'ouragan Mitch a frappé cette année-là et que plusieurs provinces ont été ensevelies ; une grande partie des cultures, des animaux et des arbres dont les gens dépendaient pour survivre ont été emportés.

C'est alors que le gouverneur de l'époque a insisté pour que l'on cultive le palmier à huile pour aider à drainer les terres et éviter les inondations.

En 2007, le gouvernement a intensifié sa propagande pour convaincre les gens de planter le palmier sur leurs terres. Des représentants du gouvernement ont approché les membres des ejidos qui détenaient des terres, lesquels étaient presque tous des hommes, pour promouvoir cette monoculture en tant qu'activité génératrice de revenus. Ils ajoutaient que le palmier à huile aiderait à éviter les inondations comme celles de 1998.

L'offre de crédits pendant jusqu'à cinq ans pour l'établissement des plantations a aussi contribué au boom du palmier à huile dans la région.

Il faut se rappeler qu'étant donné le type de propriété foncière du Mexique, ni le gouvernement ni l'entreprise privée ne peut acheter de grandes étendues de terres. La propriété des terres est communale. Les terres appartiennent à l'ejido, mais chaque ejidatario, membre de l'ejido, détient une parcelle individuelle dont les décisions concernant son utilisation sont individuelles. Ainsi, les promoteurs ont accaparé la terre en promettant que les entreprises achèteraient les fruits du palmier à huile. Cela est également lié à l'utilisation et au contrôle de l'eau, car les plantations (et en fin de compte les entreprises) finissent par utiliser l'eau des terres paysannes. Par conséquent, au lieu d'acheter la terre et l'eau, les entreprises les louent, pour ainsi dire. Et c'est là où commence le changement radical dans la végétation et la diversité des territoires de cette zone.

Les intérêts des entreprises ont coïncidé avec ceux du gouvernement et les deux ont collaboré pour promouvoir le palmier à huile. Au début, ils donnaient les plantes à ceux qui signaient les contrats, mais par la suite, les plantes coûtaient 30 ou 50 pesos et les entreprises elles-mêmes les vendaient. Ils promettaient une meilleure vie aux paysans dont les revenus allaient augmenter... les paysans sortiraient de la pauvreté.

Mais c'est faux, non ? On a toujours considéré que les gens des communautés sont pauvres, mais nous avons toujours dit que la pauvreté, ce n'est pas simplement de ne pas avoir de l'argent dans les poches. La richesse, c'est ce que nous avons dans les communautés. C'est la parcelle de terre, l'eau, la végétation. Tout cela est une grande richesse ! Parfois nous ne nous rendons pas compte et nous vendons au rabais cette richesse au gouvernement et aux entreprises... Ils nous l'enlèvent ! Les membres des communautés sont utilisés et leurrés avec cette promesse de beaucoup d'argent.

Aujourd'hui, on observe une quantité excessive de palmiers à huile dans les territoires et plus il y en a, plus le prix de son fruit diminue.

Les contrats dans cette région sont avant tout avec deux entreprises de transformation : PalmoSur (Palmeras Oleaginosas del Sur S.A.) et Umbal. De plus, il y a une coopérative de collecte des fruits que le gouvernement a aidé à mettre sur pied, qui appartient aux petits producteurs de palmiers à huile. La coopérative a dû acheter les balances pour peser les fruits avant de pouvoir les transporter aux usines de transformation.

WRM : Comment le réseau des femmes a-t-il été créé et quel a été son processus de lutte ?

Le Réseau des femmes côtières en rébellion naît d'une organisation appelée Conseil autonome régional de la Côte qui lutte principalement pour l'accès à l'électricité, mais son activité concerne toujours ce qui se passe dans les territoires en raison de la quantité de dommages environnementaux dans les communautés.

Depuis 2016, nous nous organisons en tant que femmes pour que nos sœurs qui étaient déjà membres de l'organisation, mais qui participaient peu puissent mieux connaître ce qui se passait dans les communautés. Un point important pour nous était de nous conscientiser sur les effets nocifs des plantations de palmiers sur les terres communautaires. Cela affectait non seulement ceux et celles qui avaient des plantations, mais aussi la communauté tout entière et en particulier les femmes. Cela nous a poussées à nous unir et à joindre nos sœurs qui avaient des palmiers dans leurs territoires et en subissaient les effets pour pouvoir en apprendre plus sur ce qui se passait.

Maintenant nous savons comment la terre est crevassée et l'eau jaune, les rivières sont moins puissantes et certains puits d'eau sentent l'oxyde. Nous voyons comment les aliments nutritifs et divers disparaissent ainsi que les plantes médicinales. Environ 5 ans après avoir semé le palmier, on observe que les aliments sont déjà contaminés de produits agrottoxiques. On voit par exemple comment l'épi de maïs qui auparavant était grand est aujourd'hui petit avec les grains très dispersés. La terre s'est érodée et endurcie, ce qui complique énormément la production d'aliments... de nombreuses plantes meurent ou ne produisent pas de fruits. La situation de l'eau est également préoccupante où l'on observe directement la contamination et l'épuisement... il n'y a plus suffisamment d'eau. Et lorsqu'il n'y a plus d'eau, c'est la femme qui souffre le plus. C'est elle qui doit se débrouiller comme elle peut pour en obtenir. Notre dialogue nous a aidées à poursuivre notre organisation et à faire pression pour la défense de nos terres et territoires.

Au début en 2016, nous étions 5 femmes et maintenant nous sommes environ 80 camarades de 16 communautés. De 10 à 15 femmes provenant de la même communauté surveillent la situation et exercent leur influence au travail.

L'expérience du Conseil autonome, qui compte des hommes et des femmes, nous a fait comprendre qu'il est important de créer un espace uniquement pour les femmes. Il fallait que nous trouvions un espace pour parler non seulement de la contamination et des effets sur la terre

et l'eau, mais aussi de la violation de nos droits en tant que femmes. Le Réseau est devenu un espace nécessaire pour être ensemble, nous embrasser, nous sentir, réfléchir ensemble et avancer ensemble. Cette expérience nous a encouragées à renforcer ce réseau des femmes.

Un de nos principaux défis pour maintenir cet espace a été de nous faire entendre afin de nous renforcer. Car si nous ne parvenons pas à parler à l'extérieur de nos espaces, qui va nous entendre ? Ainsi, un tel espace est crucial pour nous renforcer et pouvoir parler avec conviction. Il faut comprendre que beaucoup de femmes subissent la violence dans leur foyer et ainsi, ensemble, nous apprenons à nous défendre et à connaître nos droits qui ont été violés. De plus, le fait de travailler dans des processus organisationnels de résistance comporte dans bien des cas un affrontement avec nos propres camarades hommes. Ensemble nous pouvons trouver des pistes pour continuer d'avancer, pour poursuivre la lutte. Le fait de pouvoir nous embrasser et pleurer ensemble nous aide à renforcer notre voix collective.

Les femmes ont une perspective propre sur ce que signifie l'extractivisme. Qu'extraie-t-on ? Nos plantes, nos connaissances, notre santé. Les femmes réalisent les marches, les barrages, les repas et toutes ces activités s'ajoutent à notre charge de travail... Même si nos camarades hommes participent également aux marches (rires).

Maintenant, nous essayons de conscientiser les personnes qui ont des palmiers à huile sur leurs terres pour qu'ils envisagent d'en couper quelques-unes chaque année pour revenir à nos propres cultures.

WRM : Comment vivez-vous la violence dans les territoires et comment vous défendez-vous contre elle ?

Depuis son arrivée, la Garde nationale a fait sentir sa présence dans les communautés. Elle prétend être ici pour nous protéger, mais on note une augmentation des homicides, des féminicides, de la délinquance, des disparitions... de tout. Cette présence a pour effet d'augmenter les mesures de contrôle et nous pensons que la Garde nationale protège plutôt les intérêts du gouvernement et des entreprises. Parce que nous nous opposons aux plantations de palmier, mais aussi aux minières, aux barrages hydroélectriques et aux grandes éoliennes que le gouvernement veut installer dans cette région. Nous faisons pression pour dire que c'est nous les femmes qui subissent les principaux effets et que nous luttons pour défendre nos terres.

En plus d'être des mères, des filles et des épouses, nous sommes les défenseuses de la vie. La Garde nationale est venue pour rester, mais cela ne va pas nous empêcher de nous organiser pour défendre ce qui nous appartient, dont la valeur est si grande qu'ils veulent nous l'enlever. Nous avons vu que maintenant, depuis qu'il y a beaucoup de militaires dans le territoire, il y a plus d'assassinats de femmes et de disparitions de jeunes femmes et de prostitution. De plus, le crime organisé a augmenté et cela nous préoccupe beaucoup parce que nous ne savons pas s'ils pourront nous détecter et nous enlever la vie.

En tant que femmes, nous faisons partie du territoire et nous sommes donc les plus touchées lorsque les hommes signent ces contrats. Nous sommes la force de défense de nos aliments, de notre eau, de nos connaissances. Dans nos espaces de femmes, nous avons pu sensibiliser plus de femmes et nous unir dans la défense.

Les femmes, nous devons nous organiser et défendre nos droits et nos vies collectives que nous avons depuis des temps ancestraux. Nous devons comprendre et réfléchir ensemble et en profondeur à ce que les gouvernements et les entreprises font contre le peuple pour ensuite agir. De plus, il faut conscientiser nos camarades frères pour qu'ils comprennent que les femmes ont besoin de cette défense, de s'informer et de prendre des décisions. Ils doivent comprendre qu'ils ne peuvent pas se réunir sans nous, qu'ils ne peuvent rien signer sans notre accord. Il nous reste à mener un long processus pour qu'ils comprennent que les femmes, nous ne sommes pas des objets, mais bien les sujets de nos propres vies.

(1) Les informations contenues dans l'introduction sont basées sur le travail de recherche de l'organisation mexicaine Agua y Vida, laquelle a publié en 2022 : Ramos, Guillén Claudia et Schenerock, Angélica, *La Palma Aceitera desde la Palabra de las Mujeres. Diagnóstico de la palma aceitera y sus efectos en los territorios de Chiapas*,

<https://aguayvida.org.mx/wp-content/uploads/2021/08/Mujeres-y-Palma-Aceitera-Diagno%CC%81stico.pdf>

(2) Ramos, Guillén Claudia, *La expansión de la Palma Aceitera en el Sureste Mexicano*, 2019,

<https://materiales.otrosmundoschiapas.org/expansion-de-los-monocultivos-en-el-sureste-mexicano-la-palma-aceitera-en-chiapas>

Un dialogue sur les 15 ans de REDD en tant que politique climatique dans les forêts

En 2022, le WRM a dialogué avec plusieurs autrices et auteurs de la publication « 15 ans de REDD : Un système fondamentalement vicié » ainsi qu'avec d'autres alliés. L'objectif de cette rencontre était de réfléchir sur les diverses dimensions des dommages que REDD cause depuis 15 ans. Nous présentons ci-dessous un résumé de chaque intervention.

En novembre 2022, le WRM a conversé avec plusieurs des autrices et auteurs de la publication « [15 ans de REDD : Un système fondamentalement vicié](#) » ainsi qu'avec d'autres alliés. L'objectif était de réfléchir sur les diverses dimensions des dommages que REDD a causés au cours des 15 dernières années. Il faut rappeler que REDD s'est introduite dans les négociations des Nations Unies sur le climat en tant que politique dominante pour les forêts. C'est aussi à l'ONU que la logique de la compensation (les *offsets* en anglais) a été adoptée. Autrement dit, cette fausse idée selon laquelle la contamination qu'un acteur particulier cause dans un endroit peut être compensée par un autre acteur dans un autre endroit. En se basant sur cette logique, REDD a permis à des criminels de sociétés privées et étatiques de poursuivre leurs activités comme par le passé tout en se donnant une image « verte. »

Il y a beaucoup à dire sur les échecs et les impacts de REDD dans les territoires. Il faut cependant insister sur la façon dont ses promoteurs ont continuellement répété que les communautés qui dépendent des forêts sont les responsables de la déforestation et que REDD constitue la solution pour réduire cette déforestation. C'est un discours colonialiste et raciste qui facilite l'imposition de restrictions et d'interdictions contre les communautés et les peuples autochtones sur leur accès et leur utilisation de leurs forêts et terres. Néanmoins, REDD n'établit aucune restriction ni interdiction contre l'industrie pétrolière, les sociétés forestières, les méga-infrastructures, les sociétés minières ou l'industrie de plantations d'arbres qui sont en expansion constante.

Cet article présente un résumé de chacune des interventions durant la conversation. Vous pouvez visionner un enregistrement complet de l'événement [en cliquant sur ce lien](#).

Jutta Kill, membre du secrétariat du WRM :

WRM : Pourquoi dis-tu dans ton article que REDD n'a pas seulement été un échec et pourquoi parle-t-on encore de REDD dans les négociations de l'ONU ?

Jutta Kill : Réduire la déforestation n'a jamais été le principal objectif ou motif de la création de ce mécanisme. Alors quels sont ces autres motifs de REDD ? Les identifier nous aiderait à comprendre pourquoi, malgré les degrés élevés de déforestation qui se maintiennent, REDD et aujourd'hui aussi les soi-disant « solutions fondées sur la nature » continuent de jouir de beaucoup d'espace dans les discussions sur le climat.

Si l'on regarde juste l'échec de REDD à réduire la déforestation, nous ne pourrions pas voir qui a profité de ce programme et où il *n'a pas* été un échec. Ainsi, REDD n'a pas été un échec pour l'industrie pétrolière et d'autres industries responsables de la crise climatique. Les entreprises minières et pétrolières comptent parmi les principaux bénéficiaires de ce mécanisme parce que, pour elles, REDD a servi de distraction qui a empêché toute discussion, tant à l'ONU que dans la société en général, de ce qu'il faudrait vraiment discuter : comment cesser d'extraire les combustibles fossiles et les laisser dans le sol ? Le fait de ne pas porter attention au carbone enfoui dans le sol fait le bonheur de ces entreprises, car cela leur permet de maintenir leurs profits colossaux découlant de l'extraction du pétrole, du gaz et du charbon. À la place, REDD concentre son attention sur le carbone qui se trouve à la surface terrestre, c'est-à-dire dans les forêts et les sols. C'est un leurre.

REDD n'a pas négligé la grande industrie de la conservation non plus, Ces ONG ont généré d'immenses revenus entre autres en organisant des ateliers de formation et en introduisant des méthodes pour mesurer le carbone (avec des marges d'erreur énormes).

Une autre raison pour laquelle REDD n'a pas été seulement un échec est la grande quantité de programmes « carboneutres » aujourd'hui disponibles. REDD a joué un rôle crucial pour nous faire croire qu'il n'y a aucun problème à continuer d'acheter des produits et des services qui dans les faits aggravent la crise climatique.

En conclusion, beaucoup de gens génèrent des profits astronomiques avec l'industrie des combustibles fossiles qui utilisent REDD, et aussi ce que l'on appelle les « solutions fondées sur la nature » et le marché du carbone pour nous détourner de la nécessité de cesser d'extraire le pétrole, le gaz et le charbon enfouis dans la terre. D'autre part, REDD a aussi contribué à l'augmentation de l'accaparement de terres et au contrôle de l'utilisation des terres des peuples autochtones et des communautés paysannes.

Ivonne Yanez, membre d'Acción Ecológica en Équateur et du réseau Oilwatch en Amérique latine :
WRM : Comment est-ce possible que l'industrie pétrolière, le principal moteur de la crise climatique, dirige la demande pour la soi-disant « solution » proposée par l'ONU ?

Ivonne Yanez : Depuis presque 60 ans, l'on sait que les émissions provenant de l'extraction et de la consommation des combustibles fossiles constituent la principale cause du réchauffement planétaire. Et les premiers acteurs à le savoir ont été les sociétés pétrolières. Il existe des vidéos d'il y a 50 ans dans lesquelles des scientifiques employés par des pétrolières parlaient déjà du problème du réchauffement mondial. Mais nous savons aussi que le capitalisme, tel que nous le connaissons aujourd'hui, a besoin de l'énergie des combustibles fossiles, comme le charbon, le pétrole et le gaz. Et justement ces mécanismes de compensation carbone dont nous parlons, comme REDD, ont été faussement promus en tant que solution aux changements climatiques, notamment à travers l'ensemble des institutions des Nations Unies et le système financier international. Mais en réalité, ces mécanismes ont justement été créés pour poursuivre le processus d'extraction et de consommation des combustibles fossiles.

Maintenant, lorsque nous parlons de l'industrie pétrolière, nous ne devons pas penser seulement à Shell, Texaco, Chevron ou ENI, mais bien à un capitalisme fossile. C'est-à-dire à une agriculture industrielle forte consommatrice de combustibles fossiles et émettrice d'autres gaz à effet de serre. À tout un appareil industriel militaire grand consommateur de combustibles fossiles. Mais aussi à un système financier qui dépend évidemment en grande partie de l'argent que fait circuler l'ensemble de cet appareil industriel militaire extractiviste lié aux combustibles fossiles. Ainsi, ces mécanismes de compensation ont été créés par les capitalistes qui refusent d'avouer que « nous connaissons le problème, mais nous ne voulons pas le résoudre. »

De plus, nous devons éviter de dire que « malgré les négociations sur les changements climatiques » ou « malgré ces mécanismes » on n'a pas solutionné le problème de la crise climatique. Nous devons plutôt toujours nous dire : « à cause de ce qui s'est produit, » « à cause de ces mécanismes, » « à cause du système des Nations Unies et de toute son infrastructure, » les émissions n'ont pas diminué et continuent d'augmenter.

Tamra Gilbertson, qui a complété un doctorat sur les compensations carbone en Colombie.

WRM : Que pouvons-nous apprendre du « mécanisme de paiement d'impôts sur le carbone » en Colombie ?

Tamra Gilbertson : Presque toujours, lorsque les personnes cherchent de soi-disant « solutions » de rechange au marché du carbone, ils affirment qu'il faut établir des impôts sur le carbone. Mais lorsque l'on examine de plus près les impôts sur le carbone et d'autres mécanismes similaires un peu partout dans le monde, l'on s'aperçoit que les pays qui ont des impôts sur les combustibles fossiles ou les émissions générées, ou d'autres mesures similaires n'ont pas réussi à réduire les extractions. Les impôts n'ont pas pour effet de laisser les combustibles fossiles enfouis dans le sol. Ainsi, un impôt sur le carbone ne va pas arrêter les changements climatiques ni les pollueurs. D'autre part, nous avons vu comment les entreprises savent parfaitement comment s'y prendre pour éviter de payer des impôts et en fin de compte, pour y parvenir, ils font payer les consommateurs ou réduisent les salaires des travailleurs.

Par conséquent, les impôts n'ont pas été créés pour mettre fin à l'accumulation capitaliste, mais bien au contraire pour la permettre de continuer.

Par ailleurs, ces impôts finissent par être un premier pas pour que les pays établissent des marchés du carbone nationaux. Dans le cas de la Colombie, le programme d'impôts est devenu un inventaire des émissions du pays. Et on l'a créé de telle sorte qu'un pourcentage déterminé d'impôt ne s'applique qu'à certains types de contamination produits à l'intérieur de la Colombie. Rappelons que les plus grandes mines de charbon à ciel ouvert de l'hémisphère occidental se trouvent en Colombie et causent d'énormes effets sur la population afro-colombienne et les peuples autochtones.

L'impôt sur le carbone établi en Colombie ne s'applique pas sur le charbon au moment de son extraction, car 98 pour cent de ce charbon est exporté, principalement en Europe. Cet impôt s'applique aux émissions générées par la machinerie utilisée pour extraire le carbone. De leur côté, les entreprises ont obtenu le droit d'utiliser d'autres mécanismes, y compris REDD, au lieu de payer cet impôt. De grandes agences de donateurs comme USAID et des ONG de conservation ont participé à la rédaction de ces lois. Résultat : l'industrie du charbon ne paye toujours pas d'impôts sur le carbone qu'elle extrait même si cela a des effets considérables, avec beaucoup de violence, dans deux espaces : dans les territoires d'extraction et dans les territoires utilisés pour produire la soi-disant compensation.

Diego Cardona, membre de Censat/Amis de la Terre, Colombie :

WRM : Quels défis comporte le fait que le président (de gauche) de Colombie présente l'économie verte comme son programme politique en matière d'environnement et de changements climatiques ?

Diego Cardona : Pour répondre à cette question, j'aimerais partager un communiqué de 2019 publié par Corpoamazonía, l'autorité environnementale de l'Amazonie colombienne. Elle avertit les peuples autochtones et les communautés locales à propos d'ONG, de coopératives ou d'entreprises qui gèrent dans les territoires des projets d'achat ou de vente de crédits de carbone. C'est-à-dire des projets de type REDD qui, comme nous le savons, ont très souvent changé de nom à la suite de nombreux scandales. La dernière ligne de ce communiqué dit en résumé : « nous recommandons aux communautés rurales de s'abstenir de remettre des documents, de l'argent ou toute autre information demandée par lesdites organisations... » Plusieurs années ont passé depuis lors, mais l'avertissement continue d'être valide. Les communautés continuent d'être trompées.

Le nombre de projets de carbone a augmenté énormément dans le pays ; des centaines de contrats portant sur des millions d'hectares avec des projets de ce type sont continuellement signés. Et les stratégies sont les mêmes : on coopte quelques dirigeants communautaires. C'est toujours un homme ou quelques hommes de la communauté, jamais une femme ; un contrat est signé avec ces personnes. La division de la communauté est créée et quelque chose de fondamental survient : la déterritorialisation. En d'autres mots, la population locale doit évacuer son territoire, elle ne peut plus l'utiliser, elle ne peut plus pratiquer l'agriculture, elle ne peut plus abattre un arbre pour construire une maison. Dans les faits, elle ne peut plus vivre là.

Quels sont les risques spécifiques en ce moment politique du pays ? Le principal risque est que l'agenda et les priorités des mouvements sociaux changent. Ce gouvernement jouit d'un grand aval social et politique des mouvements, des Autochtones, des Afro-Colombiens et des paysans qui ont appuyé son programme. Mais ce programme appuie fortement la vente de crédits de carbone, plus encore que le gouvernement antérieur, contre lequel nous avons opposé énormément de résistance. Mais c'est plus compliqué maintenant, car le gouvernement actuel affirme être progressiste et propose cette politique à laquelle nous avons résisté depuis des décennies. De plus, il y a peu d'analyses critiques et les grandes ONG présentent le programme gouvernemental comme quelque chose de bien.

Tom Goldtooth, directeur du Réseau environnemental autochtone (IEN en anglais), d'Amérique du Nord :

WRM : Pourquoi l'utilisation d'un certain langage (comme les programmes de partage des avantages, les systèmes de certification, les sauvegardes, etc.) nuit-elle à l'unité des peuples autochtones et comment pouvons-nous renforcer la solidarité ?

Tom Goldtooth : Ce sujet est très important, surtout parce que beaucoup d'alliés, y compris des ONG de conservation, reconnaissent qu'ils sont confondus. Ils se confondent parce que lorsque notre Réseau environnemental autochtone et d'autres réseaux du Sud mondial interviennent, par exemple aux Nations Unies, nous rejetons les marchés du carbone, la géo-ingénierie et d'autres « solutions » techniques et les mécanismes de financement climatique.

Lorsqu'ils nous demandent pourquoi nous nous opposons, nous contestons que tout cela fait partie d'un faux système. La seule stratégie suivie dans les couloirs des négociations sur le climat des Nations Unies est centrée sur une adaptation, une atténuation et un financement basé sur de fausses solutions. Ils ont beaucoup investi dans cette approche. Par exemple, nous avons dû affronter la Banque mondiale qui destine des millions de dollars à des organisations autochtones intermédiaires dans le Sud mondial. Cela a beaucoup compliqué notre capacité à informer les communautés de base dans la forêt, parce que ces dernières ont été convaincues que leur participation à REDD+ (ainsi qu'aux soi-disant « solutions fondées sur la nature ») attire des fonds et elles croient que cela renforce leurs luttes lorsqu'on leur promet un titre de propriété de leurs terres.

Puisque nous sommes une petite organisation autochtone qui affronte ces acteurs, comment développons-nous une stratégie pour alerter les peuples autochtones et les communautés locales sur la vérité de ces fausses solutions ? Nous sommes aux Nations Unies dans un grand centre de congrès, où beaucoup de personnes sont chargées de former nos communautés. Alors c'est un grand défi. Le propriétaire d'Amazon, Jeff Bezos, a créé un fonds gigantesque aux États-Unis et a versé des millions de dollars à certaines ONG qui font la promotion de REDD et des « solutions fondées sur la nature. » Les communautés sont soumises à des pressions pour signer des contrats d'une durée de 90 ans, où on leur dit qu'elles toucheront des avantages, en utilisant cette expression « partage des avantages. » Et entre-temps, nous essayons de lutter pour créer une contre-narration.

Les promoteurs de REDD et du marché de carbone ont besoin des peuples autochtones et des communautés qui dépendent des forêts. Ils investissent maintenant pour attirer ceux qu'ils appellent les « détenteurs de savoir » (*knowledge holders*). Il s'agit d'efforts de cooptation de nos peuples autochtones et communautés pour nous diviser. Il existe certains frères autochtones à qui ils ont promis des milliers de dollars et la même chose se passe en Amérique du Nord. Lorsque l'on parle de « sauvegardes », il faut savoir qu'il n'existe aucune garantie ni conséquence légale si un État national viole ces sauvegardes.

Alors, comment pouvons-nous construire la solidarité ? Il s'agit d'une question centrale. Nous devons faire très attention au langage, parce qu'ils l'utilisent pour créer la confusion entre nous. Il y a des personnes que je connais depuis de nombreuses années dans le mouvement pour les droits des peuples autochtones et eux-mêmes nous divisent. Les stratégies des grandes ONG de conservation, les institutions financières, les entreprises et les gouvernements nous divisent. Ils ne se préoccupent pas pour nous. Tout ce qu'ils veulent, c'est de mettre en œuvre leurs mécanismes de marché. Ils ont même coopté notre discours. Ils parlent de la reconnexion des gens avec la nature, de l'harmonie avec la nature, du développement écologique et « holistique », du « bien vivre. » Ils manipulent les termes ! Et nos alliés non autochtones sont également divisés. Il faut faire très attention. Nous devons développer des stratégies de solidarité face à cela et réussir à les maintenir.

Izzudin Prawiranegara, du Centre de ressources agraires en Indonésie :

WRM : Selon l'expérience de la communauté qui vit à proximité de la zone du projet REDD de Katingan, Indonésie, quel est l'impact de la certification de ce projet REDD sur les communautés ?

Izzudin Prawiranegara : Le projet REDD de Katingan a une superficie de 300 000 hectares, et inclut 20 villages dans la région centrale de Katingan. L'objectif principal du projet est de contrôler les gens, y compris d'arrêter ceux et celles qui sortent de la zone en possession de produits forestiers. Cela est évidemment un grand fardeau pour la population.

Depuis la dernière décennie en Indonésie, il y a beaucoup d'investissements pour renforcer les forces de l'ordre qui commettent des crimes environnementaux, des crimes commis dans la plupart des cas dans les territoires des peuples de la forêt. Les personnes qui semaient du riz par exemple, et qui utilisaient depuis plusieurs centaines d'années plusieurs lots pour leur agriculture de rotation avec brûlis, ne peuvent plus le faire maintenant. S'ils ouvrent maintenant une zone pour la culture ils risquent de se faire imposer une amende de 100 000 dollars US et de purger une peine d'emprisonnement de 20 ans. C'est pourquoi les agriculteurs dépendent de plus en plus des produits agrochimiques et pour ce faire, ils ont besoin de plus d'argent. Ainsi, beaucoup d'entre eux doivent abandonner leurs terres. Et lorsque la terre est abandonnée, les incendies se produisent beaucoup plus facilement. L'augmentation du coût de la culture du riz oblige les gens à entrer dans les zones de forêt pour essayer d'obtenir quelque chose ou de pêcher quelque chose, mais ils s'exposent alors à des sanctions.

Nous avons donc vu comment les capitalistes, avec le projet REDD, contrôlent de grandes extensions de terre et créent les conditions pour que la terre se dégrade ; les gens ont plus de difficulté maintenant à cultiver le riz dans ces zones. C'est-à-dire que le projet REDD a marginalisé de plus en plus les habitants de la zone, car ceux-ci ont dû changer leurs modes de culture traditionnels et utiliser les produits agrochimiques. Les gens sont de plus en plus considérés comme une menace et même comme une marchandise.

Le projet a introduit la certification CCB qui s'intéresse aux avantages agrégés en matière d'émissions de carbone selon les effets du projet REDD sur les modes de subsistance des peuples

qui vivent dans le territoire du projet et à proximité de celui-ci. En d'autres mots, ils calculent les émissions de carbone évitées en changeant les pratiques locales. Pour le projet, la population locale est une menace. Le projet marchandise les personnes en incluant leurs modes de vie dans la comptabilité du carbone, en tant qu'exigence pour la certification. Et une fois obtenue la certification, les crédits de carbone peuvent être vendus beaucoup plus cher.

Ladislas Désiré Ndembet, membre de l'organisation Muyissi Environnement, au Gabon :

WRM : Quels sont les effets du Grand Mayumba, une aire protégée d'un million d'hectares qui comprend également une concession forestière, sur les communautés locales ?

Ladislas Désiré Ndembet : Au Gabon, le projet REDD Grande Mayumba n'utilise jamais le nom REDD. Ses promoteurs parlent de tourisme, d'exploitation forestière, d'agro-industrie, de « solutions fondées sur la nature », mais ils ne prononcent jamais le mot REDD. Le parc national de Mayumba au Gabon a été créé en 2002, conjointement avec 13 autres parcs nationaux, pour protéger 11 pour cent du territoire de la région et du pays. Mayumba compte 5 000 habitants, y compris des peuples autochtones qui proviennent de pays voisins et d'Afrique de l'Ouest, qui exercent le commerce.

Vingt ans après la création du parc marin de Mayumba, les communautés ressentent une désillusion totale parce qu'ils ne peuvent plus profiter des richesses de leurs lacs et de l'océan Atlantique. Les paysans et les pêcheurs artisanaux subissent diverses restrictions, y compris l'interdiction de pêcher. Cela constitue une véritable atteinte à la souveraineté alimentaire. Je suis originaire de cette communauté et j'y ai grandi en consommant constamment des huîtres, une pratique qui n'est plus permise aujourd'hui en raison de la forte politique de conservation.

Les terres ont été concédées aux promoteurs des crédits carbone. Et le parc national qui prétendait sortir les populations du sous-développement à travers l'écotourisme les enfonce dans une précarité totale. Au Gabon, où la corruption occupe une place importante, la terre appartient à l'État et l'État utilise ce mécanisme de la loi pour accaparer des terres et enclaver les communautés. Ainsi, la politique de conservation priorise les partenariats public-privés ; c'est une politique de spoliation des populations.

Le gouvernement du Gabon prône avec force ces fausses solutions fondées sur la nature dans l'espoir d'obtenir plus de financement. Rappelons que la Norvège a promis 150 millions de dollars au gouvernement du Gabon et a commencé à octroyer ces fonds en 2021 sous forme de compensations des crédits carbone. C'est une situation assez difficile que nous vivons. Il faut dénoncer ces situations et multiplier les dialogues comme celui-ci. Il faut démasquer ces fausses solutions et les faire disparaître.

Larry Lohmann, membre du groupe de recherche CornerHouse au Royaume-Uni :

WRM : Pourquoi affirmez-vous dans votre article que « REDD fonctionne mieux lorsqu'elle est plus colonialiste » et comment REDD a réussi à survivre durant tant d'années ?

Larry Lohmann : REDD a toujours été attaqué en raison de son propre colonialisme. Je me souviens qu'il y a plus de 20 ans, lors des négociations de l'ONU, un délégué africain s'était indigné de l'idée que la terre et les forêts du Sud mondial doivent absorber la contamination du Nord industrialisé. Les nombreuses réformes apportées à REDD ne pourront jamais effacer ce stigmate colonialiste. C'est parce que la logique économique de REDD consiste à maintenir les modèles d'affaires existants, où tout est moins cher pour les grandes sociétés, au lieu de les changer.

Le Sud mondial ne gagnera jamais beaucoup d'argent avec REDD parce que cela irait à l'encontre de son objectif même. Mais le colonialisme de REDD est beaucoup plus profond que la simple appropriation des terres. De fait, chaque fois que l'on tente de réformer REDD, elle devient encore plus colonialiste. Pourquoi ? Parce que pour pouvoir continuer de brûler les combustibles fossiles, les acheteurs de crédits de REDD doivent affirmer que ce sont eux qui sauvent les forêts avec leur contribution en argent. Ce sont eux qui doivent recevoir le crédit, littéralement, d'avoir permis l'existence des forêts. Mais cela signifie qu'ils doivent s'assurer que personne d'autre ne reçoive du crédit d'avoir sauvé cette zone de forêts. Si les entreprises qui comptabilisent le carbone dans les projets REDD veulent maintenir leurs emplois, elles doivent démontrer que sans les projets REDD, aucun autre acteur ne pourra sauver les forêts ; ni les communautés qui dépendent des forêts, ni les mouvements sociaux, ni les gouvernements locaux, personne.

Les comptables du carbone des projets REDD sont obligés d'ignorer beaucoup de bonnes choses qui peuvent survenir sans REDD. Cela veut dire qu'ils doivent maintenir une attitude colonialiste : « ces personnes du Sud mondial ne peuvent pas faire cela, nous seuls pouvons le faire. » Cela est une exigence dans la comptabilité du carbone.

Pire encore, les comptables du carbone doivent aussi montrer aux acheteurs exactement combien de crédits ils vont recevoir, parce que c'est seulement de cette façon qu'ils peuvent quantifier les combustibles fossiles qu'ils vont pouvoir brûler après avoir acheté ces crédits compensatoires. Ainsi, il faut non seulement montrer que les communautés qui dépendent des forêts et les autres acteurs du Sud mondial sont incapables d'agir constructivement sans les fonds de REDD, mais aussi que leurs impacts sont statistiquement prévisibles eu égard à ce qui se passerait si les fonds de REDD n'étaient pas versés. Il ne peut y avoir qu'une « ligne de base » dans un projet REDD et cette « ligne de base » doit être quantifiable.

Beaucoup de critiques pensent que le problème de REDD est que les pronostics sur ce qui se produirait sans un projet REDD ne sont pas assez précis. Mais la seule option pour les rendre plus précis consiste à tenter de rendre les populations du Sud mondial plus prévisibles et plus passives. Et la seule façon d'y parvenir, c'est de renforcer sans cesse le mythe colonial selon lequel les populations locales sont moins que les animaux : qu'elles n'ont aucune initiative, aucune volonté propre et libre, sans un avenir qu'ils peuvent considérer leur, sans un avenir qu'ils peuvent construire eux-mêmes.

C'est pourquoi le colonialisme de REDD ne se limite pas à l'appropriation de terres. La comptabilité technique et mathématique du carbone est également colonialiste. Et plus cette

comptabilité essaiera d'être précise, plus elle deviendra colonialiste. REDD survit en partie parce que les critiques qui demandent des « lignes de base » plus précises ne se rendent pas compte qu'en le faisant, ils demandent plus de colonialisme.

Podcast : Les voix des femmes riveraines des plantations de palmiers à huile de la Socfin en Sierra Leone

La société de plantation de palmiers à huile Socfin est synonyme de violence et d'oppression pour les communautés affectées dans plusieurs pays africains. La Sierra Leone ne fait pas exception. En collaboration avec Aminata Finda Massaquoi, journaliste et coordinatrice nationale du réseau de défense des droits des femmes WORNAPI, le WRM publie un podcast pour mettre en avant les voix des femmes qui vivent les impacts des plantations industrielles.

Le nom de Socfin a été synonyme de violence et d'oppression dans plusieurs pays d'Afrique occidentale et centrale où l'entreprise exploite des plantations industrielles de palmiers à huile. La Sierra Leone ne fait pas exception. En collaboration avec Aminata Finda Massaquoi, journaliste et coordinatrice nationale du réseau de défense des droits des femmes WORNAPI, le WRM publie un podcast pour mettre en lumière les différents niveaux d'oppression auxquels sont confrontées les femmes une fois que les plantations ont envahi leurs territoires.

Cliquez ici pour accéder au podcast en anglais et l'écouter :

<https://youtu.be/45qUTeAZ8H0>

« Elles travaillent la terre et ce sont donc des utilisatrices de la terre »

Le palmier à huile est une culture traditionnelle pour de nombreuses communautés en Sierra Leone et en Afrique de l'Ouest. Aminata Finda Massaquoi explique pourquoi « l'huile de palme constitue un élément vital de notre alimentation quotidienne. Elle présente de profonds avantages culturels et constitue le pilier de notre économie traditionnelle, qui est principalement dirigée par les femmes rurales. Si ce sont les hommes qui généralement cultivent et récoltent les fruits, les femmes fournissent la majeure partie du travail nécessaire à l'extraction de l'huile. Cela leur apporte beaucoup de prestige social et d'avantages économiques. »

Aminata travaille avec les femmes des régions rurales et défend leurs droits depuis de nombreuses années : « J'ai écouté leurs doléances et vu les réalités du terrain pour la plupart d'entre elles. » « Elles travaillent la terre et ce sont donc des utilisatrices de la terre » explique-t-elle.

La chefferie de Malen, dans le district de Pujehun, dans le sud de la Sierra Leone, est l'un des plus grands districts producteurs d'huile de palme du pays. C'est une région qui a été durement touchée par la guerre civile de 1991 à 2002. Pourtant, l'importance de cette culture pour les femmes et l'économie locale est menacée. Pourquoi ? Cela est lié à la multinationale Socfin, une filiale du Groupe Socfin, une multinationale luxembourgeoise. Avec l'arrivée de l'entreprise, les monocultures industrielles ont marginalisé la production traditionnelle d'huile de palme et ont

semé sur leur passage destruction et dévastation pour les communautés vivant dans et autour de ces plantations, en particulier pour les femmes et les filles.

Aminata nous rappelle comment, lorsque les entreprises arrivent dans les communautés, leurs représentants prennent contact avec les hommes et excluent les femmes des négociations. Même si, comme elle le dit, « Au final, ce sont les femmes et leurs enfants qui souffrent le plus. En plus de perdre des terres agricoles, les femmes perdent également leurs propres petites plantations qui leur garantissent une source régulière de revenus. »

Dans le but d'apprendre auprès des femmes les plus touchées par l'arrivée de l'entreprise dans cette région, Aminata se rend dans la chefferie de Malen. Elle raconte comment le paysage riche en biodiversité change radicalement dans cette zone, avec des hectares et des hectares de palmiers à huile de part et d'autre de la route. En 10 ans, les forêts et les terres fertiles de la chefferie de Malen ont été transformées en milliers d'hectares de monocultures de palmiers à huile.

Aminata explique qu'en 2011, la Socfin a signé un bail foncier de 50 ans avec le gouvernement de la Sierra Leone et l'autorité locale de la chefferie, qui s'est traduit par la cession de plus de 18 000 hectares de terres à l'entreprise, soit près de 70 % de la superficie totale de la chefferie.

L'accord a déclenché plus d'une décennie de violences et de divisions dans la chefferie de Malen, les habitants affirmant qu'ils n'avaient pas été correctement consultés ni indemnisés pour leurs terres. Et que la Socfin n'avait pas tenu ses promesses de construction d'écoles, de routes, d'hôpitaux et d'octroi de bourses d'études.

Mamie Sannoh est la première personne avec qui Aminata s'entretient. Sannoh est originaire du village de Jumbu Malen, une petite communauté située sur la route principale qui mène à la ville de Sahn Malen. Sannoh a cinq enfants et cinq petits-enfants à charge. Elle a loué son terrain à la Socfin en 2011 et dit n'avoir reçu qu'une petite somme d'argent en retour. Mamie Sannoh explique : « Avant, nous cultivions des arachides et des poivrons et nous faisons notre propre huile de palme. Mais maintenant nous devons acheter toutes ces choses. Quand j'avais mon terrain, il me suffisait de récolter les noix de palme de mon jardin, de les transformer, d'extraire l'huile de palme et de la vendre. Maintenant, nous n'avons plus de terres et nous n'avons plus d'argent. » Inquiète de ne pas avoir assez à manger pour ses enfants, elle déclare : « Je le regrette maintenant. Si j'avais encore mon terrain, je serais capable de cultiver beaucoup de choses et de survivre, mais maintenant je ne peux plus le faire. Comment vais-je survivre ?

Tout le monde dans cette chefferie n'a pas accepté de louer ses terres à la Socfin. Mais même les familles qui ont conservé leurs terres pâtissent de la situation. Aminata s'est entretenue avec Mariatu Kambo de Jumbu Malen dans la section de Kemoh. Mariatu explique : « J'ai une petite plantation de palmiers à huile ici, mais je ne peux pas transformer les noix en huile, car l'entreprise ne nous y autorise pas. Je ne peux rien y faire. Même lorsque je récolte mes noix de palme, je ne peux pas faire la transformation. Dès qu'ils nous voient ici, les hommes de la sécurité

viennent nous accuser d'avoir volé des noix de palme de l'entreprise. Maintenant, il est même difficile pour nous de se procurer de l'huile de palme pour cuisiner. Nous ne pouvons rien faire. »

Depuis l'arrivée de l'entreprise, les communautés, et les femmes en particulier, ont été confrontées à des incidents violents, à la criminalisation et au harcèlement. Une forte résistance a également vu le jour, principalement dirigée par des femmes. Une résistance qui parle d'une seule voix : les terres doivent être rendues à leurs gardiens traditionnels.

Aminata s'est également entretenue avec Aminata Fabba, vice-présidente de l'Association des propriétaires et utilisateurs des terres de Malen (MALOA), qui a déclaré : « Nous sommes comme des outils entre les mains de l'entreprise et du chef suprême. Le chef suprême fait de nous ce que l'entreprise veut et ils ignorent nos préoccupations. Selon Fabba, les femmes de Malen veulent que le contrat foncier avec la Socfin soit renégocié [...] ou que les gens récupèrent leurs terres.

Nouvelles capitales, déforestation et apartheid social : parallèles entre le Brésil et l'Indonésie

[Disponible en Bahasa Indonésie](#)

Le Brésil et l'Indonésie partagent une similitude particulière : à un moment donné, leurs dirigeants ont décidé de construire une nouvelle capitale. Alors que les dirigeants brésiliens ont construit Brasilia il y a environ 60 ans, la construction de la nouvelle capitale indonésienne est en cours. Les deux projets renforcent un État colonial, même si leurs promoteurs prétendent le contraire. Cependant, les deux histoires montrent également le rôle des luttes sociales comme moyen d'effacer une histoire coloniale.

Malgré les 17 000 kilomètres qui séparent le Brésil et l'Indonésie, les deux pays ont beaucoup en commun, comme le fait de posséder certaines des plus grandes forêts tropicales restantes dans le monde. Ils partagent également une similitude particulière : à un moment donné, pendant l'ère postcoloniale, ses dirigeants ont eu l'idée de construire une nouvelle capitale. Alors que les dirigeants brésiliens ont mis leur idée en pratique il y a environ 60 ans en construisant la capitale actuelle, Brasilia, la construction de la nouvelle capitale indonésienne est en cours. En 2019, le parlement national indonésien a commencé à concrétiser l'idée en approuvant sa construction au Kalimantan. Quels parallèles peut-on établir entre les deux projets et, surtout, quelles leçons peut-on en tirer pour les luttes sociales en Indonésie comme au Brésil ?

Une nouvelle capitale : l'argument trompeur de la rupture avec le colonialisme

Au Brésil, l'idée de construire une nouvelle capitale est aussi ancienne que l'indépendance du pays vis-à-vis du Portugal, en 1822. Les élites postcoloniales soutenaient, entre autres, que Rio de Janeiro, qui était la capitale depuis 1763, était un symbole de l'influence des colonisateurs et qu'une nouvelle capitale marquerait une rupture avec le passé colonial. Elles ont également fait valoir que la création de la capitale au centre du pays renforcerait l'unité nationale et apporterait progrès et développement à l'ensemble d'une nation où la majorité de la population vivait le long de la côte. Du fait des différends entre les élites sur le lieu où bâtir la nouvelle capitale, Brasilia n'a été construite que dans les années 1950 sous la présidence de Juscelino Kubitchek. (1)

L'Indonésie, quant à elle, est devenue indépendante des Pays-Bas en 1945. Depuis cette date, plusieurs présidents ont exprimé leur souhait de construire une nouvelle capitale loin de Jakarta. En 2019, sous la présidence de Jokowi-Ma'ruf Amin, le parlement national a approuvé le projet de Loi sur la capitale de l'État visant à construire une nouvelle capitale (*Ibu Kota Nusantara* - IKN) au Kalimantan oriental. Les travaux d'infrastructure ont déjà commencé. Les arguments utilisés par le gouvernement de Jokowi font apparaître des parallèles avec le discours des dirigeants brésiliens : L'Indonésie devrait avoir une nouvelle capitale qui participe de sa propre histoire, nouvelle et indépendante. Et comme on l'a fait valoir dans le cas de Brasilia, l'idée de déplacer la

capitale vers le Kalimantan oriental, au centre de l'archipel, favoriserait un développement de l'ensemble du pays (2), puisque l'essentiel de sa population et de ses activités économiques se concentre actuellement sur le île de Java, où se trouve Jakarta.

Déforestation et énergie

Dans le cas de Brasilia, 73 % de la savane existante – *cerrado* en portugais – ont été détruits au cours de la construction de la nouvelle capitale : les bâtiments gouvernementaux, les zones d'affaires, résidentielles et commerciales, les infrastructures de transport nécessaires. La construction de la nouvelle capitale a toutefois déclenché un processus de déforestation de grande envergure qui se poursuit à ce jour. La construction de routes pour relier Brasilia aux différents États de la fédération a joué un rôle crucial dans ce processus. L'autoroute Transbrasiliana, qui relie Brasilia et la ville amazonienne de Belém, capitale de l'État du Pará, a été l'une des premières routes à être construites dans le cadre du projet (3). Sa construction a entraîné la destruction d'une importante zone de forêt pour construire cette route de 2 000 km, mais elle a également désenclavé la partie orientale de la région amazonienne, exposant les communautés, en particulier les peuples autochtones et leurs territoires, à différentes formes de violence et d'activités destructrices, notamment l'extraction du bois, l'élevage bovin, les plantations de soja et d'autres monocultures, les activités minières et la construction de barrages hydroélectriques.

Ces barrages, responsables de la submersion et donc de la destruction de vastes zones forestières, sont le pilier de l'approvisionnement énergétique de Brasilia. Le barrage d'Itaipu, deuxième plus grand barrage au monde en termes de production d'électricité, assure 20 % de son approvisionnement, tandis que les 80 % restants sont fournis par le système FURNAS, qui repose également sur de grands barrages hydroélectriques.

L'Indonésie démarre le projet de sa nouvelle capitale dans un contexte très différent de celui de la construction de Brasilia. Depuis cette époque, la déforestation massive sur tous les continents a considérablement réduit la superficie couverte par les forêts (tropicales). Les dirigeants indonésiens, notamment les élites, les investisseurs internationaux et les institutions financières telles que la Banque mondiale, ont activement encouragé la destruction des forêts au nom du « développement », en particulier au Kalimantan et à Sumatra au cours des dernières décennies. La crise climatique entraîne également chaque année des impacts de plus en plus graves sur les territoires. Face à la crise climatique, les élites mondiales, les entreprises et les institutions financières ont pratiquement réinventé l'économie capitaliste dépendante des combustibles fossiles, en la présentant comme une économie dite « verte » ou « bas carbone ». Mais derrière la nouvelle image rutilante de l'économie « verte » se cache une logique d'expansion capitaliste et d'exploitation accrue des forêts, de ses peuples et de ses territoires dans le but d'augmenter les profits des entreprises et les bénéfices des élites. Bien que les combustibles fossiles soient le principal facteur des crises climatiques, c'est dans ce cadre capitaliste que les entreprises et les gouvernements formulent la plupart des politiques et engagements liés au climat et aux forêts.

Cela aide à expliquer pourquoi le gouvernement indonésien présente sa nouvelle capitale comme une ville « intelligente, verte et forestière ». Le gouvernement prétend que la nouvelle capitale (IKN) fait partie de la solution à la crise mondiale et aidera l'Indonésie à atteindre son objectif de « zéro émission nette », en utilisant des énergies renouvelables pour sa demande d'électricité et un système de transport électrique basé sur des batteries. (4)

Cependant, les 256 000 hectares prétendument nécessaires à la construction de la nouvelle capitale, qui représentent six fois la taille de l'actuelle capitale Jakarta, comprennent des zones forestières qui seront détruites. En outre, l'approvisionnement en électricité « renouvelable » proviendra d'une centrale hydroélectrique (PLTA, en bahasa indonésien) encore à construire, la plus grande d'Asie du Sud-Est, alimentée par cinq barrages sur la rivière Kayan, dans le district de Peso, Bulungan Regency, dans le Kalimantan du Nord. Selon l'ONG militante indonésienne JATAM basée dans le Kalimantan oriental : « Six villages seront victimes de ce projet hydroélectrique sur la rivière Kayan : les villages de Long Lejuh, Long Peso, Long Bia et Long Pelban sur les rives de la rivière Kayan (ainsi que des sites archéologiques dans le village de Long Pelban), Muara Pangiang et Long Lian. Deux villages seront déplacés ou évacués : les villages de Long Pelban et Long Lejuh. Des sites importants pour la communauté autochtone Bulungan et des tombeaux sacrés (Salung) dans les villages de Muara Pangean, Long Lejuh, Long Pelban et Long Lian qui sont également menacés. Le patrimoine historique de 'Lahai Bara' Bulungan, un tombeau ou un site sacré dans le village de Long Pelban, est lui aussi menacé. » (5)

De plus, la construction de la nouvelle capitale va encore intensifier l'expansion des industries extractives destructrices. Pour les infrastructures de la nouvelle capitale, il sera nécessaire d'utiliser, outre du sable et du karst, de la « pierre d'éléphant », ce qui ne fera qu'aggraver les destructions engendrées par ce type d'exploitation minière dans le Sulawesi occidental et central. Plusieurs îles et leurs populations de la partie orientale de l'archipel subiront également les ravages provoqués par l'extraction du nickel, l'une des principales matières premières entrant dans la production des batteries des véhicules électriques. Il est intéressant de noter que ces fonderies de nickel en Indonésie fonctionnent grâce à des centrales électriques au charbon (PLTU, en bahasa indonésien). (6)

Apartheid social

Lorsque le gouvernement de Kubitchek a commencé la construction de Brasilia, il a fortement mis en avant l'argument selon lequel la nouvelle capitale représentait une terre de rêves et d'opportunités. Il a diffusé l'idée que tout le monde, indépendamment de sa classe d'origine à la naissance, partagerait le même espace. Ainsi, réaliser le rêve d'une nouvelle capitale signifierait également réaliser le rêve d'une société nouvelle et égalitaire.

Rien ne pouvait être plus éloigné de la vérité. Pour commencer, la construction de Brasilia a détruit et réduit les territoires et la végétation du *cerrado* dont dépendaient pour leur survie les communautés *quilombolas* et les peuples autochtones qui occupent l'ensemble de la région depuis

des temps immémoriaux. Neuf ans après l'inauguration de la capitale, environ 79 000 personnes vivaient dans 14 600 tentes autour de Brasilia. Pour tenter d'arrêter la migration de travailleurs attirés par les opportunités que Brasilia était censée leur offrir, le gouvernement a commencé à expulser les gens de ces camps de tentes vers une zone distincte qui est devenue plus tard une nouvelle unité administrative appelée Ceilândia. Il s'agissait d'un processus comparable aux pratiques de ségrégation raciale du régime d'apartheid de l'Afrique du Sud.

De nos jours, par rapport aux 26 autres capitales d'État brésiliennes, Brasilia est la plus inégalitaire. En 2018, les habitants de 'Lago Sul', un quartier chic accueillant un grand nombre de belles demeures, d'attractions touristiques et de restaurants coûteux, disposaient d'un revenu moyen de 7 654,91 R\$. Pendant ce temps, dans le quartier de 'Estrutural', à seulement 15 km de 'Lago Sul', le revenu moyen était de 485,97 R\$, ce qui est 16 fois moins qu'à 'Lago Sul'. Contrairement à ceux de 'Lago Sul', les habitants de 'Estrutural' doivent livrer une lutte quotidienne pour survivre. Avec des moyens de transport médiocres et coûteux pour se rendre sur leur lieu de travail, ils sont confrontés à toutes sortes de problèmes pour couvrir leurs besoins de base, tels qu'une alimentation à un prix abordable, l'accès à l'eau, à l'énergie, à l'assainissement, aux services de santé, etc. (7)

Bien qu'elle n'en soit encore qu'à sa phase initiale, la construction de la nouvelle capitale indonésienne au Kalimantan semble suivre une trajectoire similaire. Elle détruit et réduit les espaces de vie du peuple autochtone Balik et d'autres communautés de la région, en particulier celles qui vivent dans la « Première couronne », la zone la plus importante de la nouvelle capitale, réservée aux hauts fonctionnaires et autres élites. Les Deuxième et Troisième couronnes seront respectivement destinées au commerce et à l'industrie et aux quartiers résidentiels. Jusqu'à présent, dans ce qui sera la Première couronne », les femmes autochtones Balik, dont la vie et les moyens de subsistance sont étroitement liés au fleuve Sepaku, ont été particulièrement impactées par les premiers travaux de construction. Des champs, des jardins et des sépultures ancestrales ont été détruits. Leur savoir-faire ancestral des toits tressés en nipa est voué à disparaître si le projet de barrages sur les rivières pour fournir le futur approvisionnement en eau de la capitale se poursuit, en raison de la destruction des zones où pousse le palmier nipa. (8)

Qui paie la facture ?

Le seul chiffre officiel indiquant le coût de la construction de Brasilia, estimé en 1960 par le ministre des Finances du Brésil de l'époque, Eugênio Gudin, est de 1,5 milliard de dollars, ce qui équivaut à un montant d'environ 13 milliards de dollars d'aujourd'hui, soit environ 70 milliards de réals brésiliens.

Ce montant semble relativement modeste. Cependant, par rapport au produit national brut (PNB) de 1960, la construction de Brasilia a absorbé 10 % du budget national. Aujourd'hui, 10 % du PNB représenteraient environ 140 milliards de dollars ou 750 milliards de réals, un montant bien supérieur. Ce montant, néanmoins, ne donne toujours pas une image complète puisqu'une grande partie des travaux de construction ont eu lieu après 1960.

Avec une telle facture, un autre problème s'est posé : le gouvernement brésilien n'avait tout simplement pas assez d'argent pour la payer. La « solution » adoptée a été de créer plus d'argent. Ceci, à son tour, a contribué à l'un des taux d'inflation les plus élevés de l'histoire du pays, entraînant des augmentations considérables des prix des denrées alimentaires et d'autres produits de base. Cela a également contribué à une période d'instabilité politique qui a été le précurseur du coup d'État militaire de 1964, qui a installé une dictature qui a duré jusqu'en 1985. (9)

L'Indonésie est déjà un pays lourdement endetté. Qui paiera la facture de ce méga-projet dont le coût est estimé à quelque 32,7 milliards de dollars ? (10) Le gouvernement a promis qu'il ne prendrait en charge « que » 20 % du coût, tandis que les investisseurs paieraient le reste. Le gouvernement affirme que de nombreux investisseurs sont intéressés. Cependant, ceux-ci investiront très probablement dans le cadre de partenariats public-privé, pour lesquels le gouvernement doit jouer le rôle de « responsable du marketing des ventes », offrant des incitations fiscales et des exonérations fiscales pour garantir les rendements et les bénéfices des investisseurs. En fin de compte, le coût sera supporté par le peuple indonésien. (11)

Stop IKN, la nouvelle capitale qui va recoloniser le pays

Jusqu'à aujourd'hui, et depuis plus de 60 ans, la communauté quilombola qui a été expulsée pour la construction de Brasilia continue de lutter pour délimiter au moins une infime partie de ce qui était autrefois son territoire. (12) De même, le peuple autochtone Balik, confronté à la construction de la nouvelle capitale indonésienne, continue de faire entendre sa voix.

Dahlia est une danseuse d'une communauté Balik dans la région où la nouvelle capitale est prévue. Elle explique : « Je ne peux pas imaginer ce qui se passera lorsque le projet sera prêt à être mis en œuvre », [...] « Personne ne veut entendre nos voix. J'ai envie de pleurer et de crier. J'ai l'impression que nous sommes colonisés alors que nous sommes dans un pays libre et indépendant. » (13)

Un parallèle frappant peut être établi entre ces deux histoires de nouvelles capitales : les deux projets ne font que renforcer un État colonial, même si leurs promoteurs prétendent le contraire. Les deux projets dominent et détruisent les espaces de vie et les territoires des communautés forestières pour des intérêts économiques et politiques. Et les deux nouvelles capitales favorisent également des politiques d'apartheid social.

Cependant, les deux histoires montrent également le rôle des luttes sociales comme moyen de mettre un terme et d'effacer une histoire coloniale et d'autres oppressions structurelles, parmi lesquelles le racisme, le capitalisme et le patriarcat. Derrière les discours des présidents et la propagande mensongère sur les nouvelles capitales, les communautés des deux pays sont les protagonistes des luttes visant à défendre et récupérer leurs terres, leurs rivières et leurs forêts dont dépendent leur culture et leur identité.

Lorsque la dictature militaire brésilienne a « ouvert » le pays à partir de 1964 afin d'assurer des profits aux élites brésiennes et tout particulièrement aux élites internationales, son projet était de « tuer » la culture et l'identité des peuples autochtones et d'autres communautés traditionnelles en les intégrant de force dans la société dans son ensemble, la société dite « moderne ». Mais les peuples autochtones ont continué à résister. En 1980, la première organisation autochtone a été fondée dans l'État amazonien d'Acre, sous le nom d'UNI, et environ 500 autres ont vu le jour dans les années qui ont suivi. Avec d'autres mouvements sociaux, leur résistance est devenue si forte qu'elle a renversé les militaires au pouvoir. Une nouvelle Constitution a posé les fondements de la réparation d'une petite partie de la dette historique envers les communautés autochtones et traditionnelles. Cependant, le fait qu'aujourd'hui 26 % du territoire amazonien soit contrôlé par des peuples autochtones n'est pas seulement dû à cette nouvelle Constitution. C'est avant tout le résultat des luttes sociales qui maintiennent la pression sur une structure étatique qui continue de gouverner au nom des intérêts privés des nantis et qui reste marquée par de nombreuses traces du colonialisme.

Le gouvernement indonésien n'en est qu'au tout début de la construction de sa nouvelle capitale et il est donc encore possible d'annuler le projet. Comme le montre l'exemple de Brasilia, la construction d'une nouvelle capitale n'a rien à voir avec la construction d'un pays indépendant et la rupture avec l'ère coloniale. Les peuples autochtones détiennent la clé de la compréhension de ce qu'implique la rupture avec le passé colonial. Cela implique un changement fondamental dans la relation de l'État avec les habitants des territoires et avec les territoires eux-mêmes, qui doit cesser d'écouter les riches investisseurs nationaux et étrangers. Cela pourrait être un premier vrai pas vers la décolonisation du pays.

Secrétariat international du WRM

- (1) Vermelho, Brasília e a mudança da capital para o Planalto Central, 2010, <https://vermelho.org.br/2010/04/22/brasilia-e-a-mudanca-da-capital-para-o-planalto-central/>
- (2) The Guardian, Why is Indonesia moving its capital city? Everything you need to know, 2019, <https://www.theguardian.com/world/2019/aug/27/why-is-indonesia-moving-its-capital-city-everything-you-need-to-know>
- (3) Andrade, 2019. Vencidas a distância e a floresta: a Transbrasiliana e a Amazônia Desenvolvimentista. <https://www.scielo.br/j/tem/a/kKtNtz9YZndkj8Xl4mhg8bR/?lang=pt>
- (4) Jatam East Kalimantan. Fiche d'information : How Indonesia's New Capital Megaproject invoked climate disaster and destroyed indigenous people and women of Suka Balik in East Kalimantan, 2022
- (5) Ibid. 4.
- (6) Ibid. 4.
- (7) Poder360, Brasília tem bairro com “renda europeia” e regiões tão pobres como a África, 2020, <https://www.poder360.com.br/brasilia-60-anos/brasilia-tem-bairro-com-renda-europeia-e-regioes-tao-pobres-como-a-africa/> et, Poder360, Implantação de Ceilândia foi o apartheid de Brasília, 2020, <https://www.poder360.com.br/brasilia-60-anos/implantacao-de-ceilandia-foi-o-apartheid-de-brasilia/?preview=true>
- (8) Ibid. 4 et Oxfam, For richer or poorer: from Brazil to Indonesia, 2016, <https://views-voices.oxfam.org.uk/2016/02/for-richer-or-poorer-from-brazil-to-indonesia/>

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

- (9) Poder360, Construção de Brasília custou US\$ 1,5 bilhão em valor de 1960, 2020, <https://www.poder360.com.br/brasil/construcao-de-brasil-ia-custou-uss-1-5-bilhao-em-valor-de-1960/> et Caos Planejado, Brasília: uma cidade que não faríamos de novo, 2019, <https://caosplanejado.com/brasil-ia-uma-cidade-que-nao-fariamos-de-novo/>
- (10) Ibid. 2.
- (11) Ibid. 4.
- (12) BBC News Brasil, 2018. A história do quilombo que ajudou a erguer Brasília – e teme perder as terras para condomínios de luxo. <https://www.bbc.com/portuguese/brasil-44570778>
- (13) La coercition imposée par le mégaprojet de nouvelle capitale indonésienne et le mépris de la voix du peuple Balik, 2022, <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/la-coercition-imposee-par-le-megaprojet-de-nouvelle-capitale-indonesienne-et>

Illusions du carbone en Amazonie brésilienne

En analysant de près certains aspects d'une étude récente du WRM nous montrons comment quatre projets REDD dans la municipalité de Portel, dans l'État du Pará, en Amazonie brésilienne, finissent par renforcer certaines idées faites inhérentes à l'idée de la commercialisation de carbone à partir du mécanisme REDD.

Le WRM a publié récemment l'étude "Néocolonialisme en Amazonie : Projets REDD à Portel, Brésil", portant sur quatre projets REDD dans la municipalité de Portel, dans l'État de Pará, en Amazonie brésilienne. (1) En détaillant certains aspects de l'étude en question, nous essaierons de montrer comment les projets en cours finissent par renforcer certaines illusions inhérentes à l'idée de commercialisation de carbone partant de projets REDD.

Le projet REDD de Portel est mené de l'avant par des investisseurs de pays industrialisés et a débuté en 2008 avec une durée de projet prévue jusqu'en 2055. L'initiative comprend quatre projets couvrant une superficie totale de plus de 7 mille km². Dans cette zone, les promoteurs prétendent mener des actions qui empêchent la destruction de la forêt et apporter des bénéfices à la population locale. En échange, ils sont autorisés, après vérification de leurs projets par un organisme de certification privé, Verra, à vendre les crédits-carbone issus des émissions supposément évitées. Même s'il n'en est qu'à ses débuts, le projet a déjà permis la vente de plus de 23 millions de crédits-carbone (2) "produits" à Portel, soit l'équivalent de plus de 120 millions de dollars, selon l'estimation de l'étude.

Ce qui attire l'attention, ce ne sont pas les chiffres en soi, mais le degré de financiarisation de la nature représenté par les marchés de carbone. Pour les investisseurs, il s'agit d'une possibilité supplémentaire de tirer profit de leur contrôle sur la terre, mais, cette fois-ci, par le biais d'une marchandise abstraite, le crédit-carbone. À la différence des monocultures de soja, de l'élevage extensif de bétail ou de l'exploitation minière, il convient de noter que grâce à un projet REDD, il est possible de s'approprier de la forêt à un coût bien moindre et avec une plus grande discrétion. Il n'est pas alors surprenant que la capacité d'obtenir des marges de bénéfice considérables sans avoir à "produire" une marchandise physique semble être la raison principale à la base de la multiplication euphorique des investissements en REDD.

Ceux qui sont à l'origine des projets REDD à Portel prétendent qu'il s'agit d'un projet gagnant-gagnant, destiné à tous :

- le projet contribuerait à atténuer la crise climatique grâce à la réduction des émissions ;
- la population locale en bénéficierait par le biais de la mise en pratique d'aux actions sociales ;
- les investisseurs sont financièrement récompensés pour les services environnementaux et sociaux fournis.

Nous n'avons aucun doute sur cette dernière affirmation : de fait, les promoteurs des projets à Portel bénéficient d'un retour abondant sur leurs investissements. Ce que nous entendons mettre en évidence ci-dessous, ce sont les leurres relatifs aux deux premières hypothèses.

Réduction des émissions : la belle histoire

Les quatre projets à Portel mettent en évidence une caractéristique commune aux projets REDD : raconter une belle histoire est l'élément essentiel pour "produire" et vendre des crédits-carbone. Dans le cas de Portel, conscients que la destruction de la forêt amazonienne est un phénomène réel et largement répandu, les promoteurs du projet semblent avoir saisi l'occasion pour exagérer les prévisions de déforestation dans l'hypothèse où les projets ne seraient pas mis en œuvre. Dans les projets REDD, cette prévision est précisément ce qui détermine la quantité de crédits qui pourront être commercialisés par les promoteurs du projet.

Portel n'est pas une exception. La nature fictive de « l'histoire de la déforestation » prétendument évitée par les projets REDD est basée sur des paramètres "techniques" douteux. L'un d'entre eux, par exemple, concerne la superficie de référence adoptée pour estimer la progression de la déforestation. Lorsque l'on inclut dans cette superficie la région de l'Autoroute Transamazonienne, la prévision de déforestation dans cette zone se voit alors considérablement augmentée au cas où elle ne serait pas destinée au projet REDD. La prévision des crédits carbone à être gérés se voit automatiquement augmentée et, par conséquent, le profit potentiel des projets considérablement accru. (3)

Les habitants des zones concernées par les projets avec lesquels nous nous sommes entretenus lors d'une visite à Portel en mai 2022 estiment que les prévisions de déforestation présentées par les promoteurs - au cas où les projets ne seraient pas mis en œuvre - ne correspondent absolument pas à la réalité de leurs territoires. Dans le même sens, ils ne comprennent pas comment les résultats présentés jusqu'à présent indiquent que les projets ont déjà évité tant de déforestation au point de générer tant de revenus. Après tout, selon les résidents, tout ce qu'ils semblent avoir fait, c'est fournir des cuisinières à bois et des paniers de produits alimentaires de base aux résidents, leur faire remplir des formulaires et recueillir des signatures.

Les propriétaires des projets pourraient mettre en avant que tous les calculs présentés dans les projets sont basés sur des méthodologies scientifiques, que les prévisions et les résultats sont vérifiés par des sociétés de conseil tierces (et pourtant, embauchées par ces derniers !) et que le système est accrédité par la principale institution internationale de certification des crédits-carbone, Verra. Cependant, des chercheurs de différentes universités démontrent que ces méthodologies ont régulièrement surestimé la capacité des projets (4) à éviter les émissions. Ces failles, ainsi que d'autres, ont mis en doute la fiabilité de Verra, suggérant que les systèmes de certification des projets REDD auraient été un élément clé de la génération de profits, se valant de l'argument d'atténuation des impacts environnementaux.

Les défenseurs du REDD affirment qu'il s'agit de failles "techniques" à corriger, ou que des sauvegardes plus efficaces seraient nécessaires. Toutefois, le jargon et les arguments "techniques" ne font que masquer leurs intentions politiques sous-jacentes et, surtout, détournent l'attention du problème fondamental du REDD. Il est largement admis que la principale cause du réchauffement climatique est constituée par les émissions générées par la combustion de combustibles fossiles. Or, si les combustibles fossiles représentent un transfert continu (et croissant !) du carbone contenu dans le sous-sol vers l'atmosphère, il est illusoire de croire que les cycles naturels de la biosphère (y compris la simple non-destruction des forêts) pourraient "compenser" leurs émissions (6). Il s'agit d'une incohérence structurelle qui accompagne la logique des marchés du carbone depuis leur création.

Il convient également de mentionner que les histoires racontées dans la documentation des projets REDD considèrent souvent la population locale comme une menace pour les forêts. Dans le cas de Portel, le simple fait que les projets mentionnent les activités des riverains (7) comme partiellement responsables des émissions diminue le poids de la responsabilité de l'agrobusiness et de l'extractivisme prédateur qui sont, eux, effectivement, très destructeurs.

Bénéfices à la population locale ?

Du point de vue social, l'initiative REDD de Portel présente deux particularités. La première concerne les actions caritatives - essentiellement les dons de cuisinières en bois et les paniers de produits alimentaires mentionnés plus haut, ainsi que l'élaboration du Registre Environnemental Rural (CAR). Le CAR est une auto-déclaration exigée par la législation brésilienne relative à l'utilisation des terres. Ces actions ont été menées par une organisation appelée *Amigos dos Ribeirinhos*, qui est présentée à plusieurs reprises dans la documentation du projet comme une entité caritative et sans but lucratif. Toutefois, selon les registres publics disponibles, il s'agit d'une société privée appartenant au nord-américain Michael Greene, qui apparaît à son tour comme le principal articulateur des projets à Portel.

La deuxième particularité est une liste de 1252 familles riveraines qui y figurent comme promoteurs de l'un des projets REDD, aux côtés de la société de Michael Greene mentionnée plus haut. Selon la documentation, ces familles auraient « signé la confirmation de leur accord avec le projet de crédit-carbone REDD » et sont censées être représentées par le président du Syndicat des Producteurs Ruraux de Portel. Cependant, dans la base de données de Verra, il n'y a aucun document montrant la signature ou le consentement légal des personnes inscrites à la liste. Selon toute apparence, il n'y a pas eu d'autorisation légale des familles pour participer au projet REDD.

Les résidents auxquels nous avons parlé en mai 2022 ont été stupéfaits d'apprendre que les terres où ils vivaient sont impliquées dans les projets. Ils ne pourraient jamais imaginer que leurs terres ont généré une marchandise dont ils ignorent l'existence et dont la vente a produit des revenus de millions de dollars dont ils n'avaient pas eu vent jusqu'alors. Ils n'auraient pas non plus pu

imaginer que parmi les acheteurs de crédits-carbone issus des projets à Portel figurent certaines des plus grandes entreprises du monde, comme les géants de l'aviation Boeing, Delta Airlines et Air France ; Amazon (commerce électronique) ; Samsung (technologie) ; Repsol (pétrole), entre autres.

Renforçant l'argument de la section précédente, selon lequel le mécanisme REDD ne réduit pas les émissions, des projets tels que celui de Portel finissent par approuver les plans d'expansion de plusieurs sociétés pour lesquelles il n'y aura alors plus aucune barrière contre l'augmentation prévue de leurs émissions. Après tout, ils peuvent désormais "compenser" ou "neutraliser" ces émissions en achetant des crédits certifiés auprès de Portel, faisant ainsi la propagande de leur prétendue responsabilité environnementale et sociale. En termes de "prestations sociales", il s'agit donc d'un système pervers dans lequel :

- les personnes vivant dans le périmètre des projets perdent l'autonomie de leur territoire, puisque le carbone absorbé ne leur appartient plus, mais aux entreprises polluantes qui les achètent ;
- les personnes vivant dans le périmètre des entreprises polluantes qui achètent les crédits continueront à subir leurs impacts directs, puisque la supposée compensation de leurs émissions leur permet de poursuivre et même d'accroître leurs émissions ;
- les responsables de la crise climatique peuvent continuer à faire des profits sur la combustion de combustibles fossiles et à intensifier ainsi la crise climatique, dont les impacts touchent de manière disproportionnée les communautés du Sud qui dépendent des forêts et de l'agriculture à petite échelle.

Colonialisme renouvelé

Indépendamment des particularités de chaque époque, l'entreprise REDD de Portel nous ramène aux premiers jours de la colonisation européenne au Brésil. Aujourd'hui, au lieu de miroirs et d'ornements, les entrepreneurs étrangers qui débarquent à Portel séduisent la population locale avec des cuisinières en bois, des paniers de produits alimentaires de base et une aide pour obtenir le CAR, un document non seulement requis par la législation brésilienne, mais d'autant plus fondamental pour les promoteurs afin qu'ils puissent mettre en œuvre leur projet REDD et s'approprier de la richesse produite sur ces terres. Du point de vue du Nord global, le bien à valeur élevée à extraire et à échanger n'est plus le *pau-brasil*, mais le crédit-carbone, une marchandise infiniment plus abstraite. Les colonisateurs, qui se considéraient autrefois les porteurs et les diffuseurs autoproclamés de la civilisation, se présentent désormais comme les sauveurs de la forêt et les bastions de l'atténuation des impacts de la crise climatique - un problème qu'ils ont, par ailleurs, eux-mêmes créé.

Efficacité et illusion

Enfin, le projet de Portel vient corroborer le fait que le mécanisme REDD pourrait être très efficace... efficace pour certains dans l'appropriation des terres de la forêt vouée à des intérêts privés ; efficace pour "produire" une marchandise invisible en grande quantité ; efficace pour assurer des profits aux investisseurs étrangers ; efficace dans l'offre d'un maquillage vert aux grandes entreprises qui achètent des crédits-carbone. Toutefois, en termes de capacité à faire face à la crise climatique, l'initiative de Portel ne révèle rien de nouveau : le mécanisme REDD et les marchés du carbone continuent de s'avérer un grand leurre qui, en finale, contribue dans le sens inverse de l'objectif qui a justifié sa création. Pendant ce temps, les communautés qui dépendent des forêts continuent, à leur insu, à voir leurs droits violés et leur autodétermination compromise.

Mouvement Mondial pour Les Forêts Tropicales (WRM)

Les faits relatifs au projet REDD à Portel présentés dans ce bref article, ainsi que d'autres problèmes liés à cette question peuvent être vérifiés avec plus de détails dans le rapport [« Néocolonialisme en Amazonie : Projets REDD à Portel, Brésil »](#) du WRM.

(1) WRM, Neocolonialismo na Amazônia: Projetos REDD em Portel, [*Néocolonialisme en Amazonie: Projets REDD à Portel*], Brésil, Novembre 2022, <https://www.wrm.org.uy/pt/publicacoes/neocolonialismo-na-amazonia-projetos-redd-em-portel-brasil>

(2) L'équivalent de 23 millions de tonnes de carbone qui auraient été supposément lancés à l'atmosphère au cas où les projets ne seraient pas mis en œuvre.

(3) Pour mieux comprendre comment sont faites ces prévisions il est possible de consulter la publication du WRM "10 alertas sobre REDD para comunidades", [10 alertes aux communautés sur le REDD] disponible à l'adresse <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/10-alertes-sur-redd-a-lintention-des-communautés>

(4) PNAS, Overstated carbon emission reductions from voluntary REDD+ projects in the Brazilian Amazon, 2022, <https://www.pnas.org/doi/10.1073/pnas.2004334117>

(5) The Guardian, Carbon offsets used by major airlines based on flawed system, warn experts, 2021, <https://www.theguardian.com/environment/2021/may/04/carbon-offsets-used-by-major-airlines-based-on-flawed-system-warn-experts>

(6) WRM, Todo o carbono é igual? Carbono fóssil, violência e poder, [Tout carbone s'équivalent? Carbone fossile, violence et pouvoir] 2022, <https://www.wrm.org.uy/fr/15-ans-de-REDD-Le-carbone-est-il-le-meme>

(7) Le terme 'ribeirinhos' se réfère à la population traditionnelle qui habite sur le bord des rivières ayant pour activités principales, la pêche, l'extractivisme des fruits et l'agriculture de survie.

Amérique du Sud : destruction « verte » dans la forêt amazonienne

La plupart des causes de déforestation identifiées dans une analyse mondiale menée par l'ONU en 1999 existent toujours. Pourtant, les « solutions » proposées depuis sont devenues de nouvelles causes sous-jacentes de la déforestation. Dans ce scénario, les projets qui détruisent la forêt et les projets « verts » dépendent les uns des autres pour être viables.

Depuis des décennies, l'Amérique latine et les Caraïbes souffrent du taux de déforestation tropicale le plus élevé au monde, supérieur à celui de l'Afrique ou de l'Asie. Une grande partie des destructions en Amérique latine sont concentrées dans la région amazonienne. En 2021, parmi les 10 pays ayant connu la plus forte perte de forêts tropicales primaires au monde, le Brésil, la Bolivie, le Pérou et la Colombie se classaient respectivement premier, troisième, cinquième et sixième.

Pour comprendre le processus de déforestation, nous devons comprendre non seulement les causes les plus visibles, comme l'extraction du bois d'œuvre et l'avancée de l'agro-industrie et de l'exploitation minière, mais également les causes sous-jacentes. Celles-ci sont souvent cachées, moins discutées et mal comprises ; elles sont étroitement liées à diverses formes d'oppression dans le contexte du système capitaliste-raciste-patriarcal, ainsi qu'à l'héritage colonial de la région. Par ailleurs, il faut comprendre comment des projets récemment présentés comme des « solutions » à la crise climatique sont eux-mêmes devenus de nouvelles causes sous-jacentes de la déforestation.

La première et la seule analyse complète de ces causes menée par les Nations unies à l'échelle mondiale a été réalisée en 1999, avec une participation importante d'organisations de la société civile des principaux pays forestiers. En relisant les causes identifiées en 1999, ce qui est le plus frappant, c'est que la plupart d'entre elles sont encore tout à fait d'actualité (1) :

- Les grands projets de « développement » ou d'infrastructures tels que les barrages, les routes et les projets d'exploitation minière et d'extraction pétrolière sont perpétués par des alliances entre les entreprises et les États ;
- L'agro-industrie, sans doute plus destructrice aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1999, continue de progresser dans le cadre d'un processus plus large qui englobe l'exploitation forestière, les incendies de forêt, la spéculation et l'accaparement des terres ;
- Les comportements d'investissement, l'endettement, les politiques macroéconomiques, les flux mondiaux de marchandises et les relations commerciales continuent de jouer un rôle central dans la déforestation dans le monde entier ;
- Les lois autorisent l'octroi de terres publiques, par exemple, à de grandes sociétés forestières, minières ou de plantation d'arbres ;

- De nombreux projets de « conservation de la nature » continuent de se traduire par un harcèlement et une spoliation des populations forestières afin de mettre en place des aires protégées officielles ;
- Les États, les multinationales et les ONG de conservation (et parfois les trois à la fois) continuent d'employer des méthodes militarisées pour centraliser le contrôle des forêts ;
- Les droits territoriaux des peuples autochtones et des communautés traditionnelles ne sont toujours pas suffisamment reconnus, et les discriminations persistent. Ces dernières années, la criminalisation des communautés et des peuples s'est renforcée ; dans le même temps, des activités destructrices sont « décriminalisées », et parfois ouvertement encouragées ; Les attaques contre les moyens de subsistance et les luttes des défenseurs des forêts continuent d'affaiblir la protection des forêts.

Les mêmes anciennes causes de la déforestation

La déforestation est plus importante en Amérique latine et dans les Caraïbes que dans d'autres régions, non seulement parce que l'Amazonie est la plus grande forêt tropicale du monde, mais aussi en raison de la vitesse de croissance et de l'ampleur de l'agro-industrie, de l'exploitation minière, de l'extraction des combustibles fossiles et des activités liées aux infrastructures.

Par exemple, en raison de la crise économique au Venezuela, un extractivisme prédateur s'est installé ; et il ne repose pas tant sur le pétrole que sur d'autres formes d'exploitation minière. Le plus grand projet, financé par des capitaux privés internationaux, est l'Orinoco Mining Arc ; il couvre 12 % de la superficie totale du pays, dont une partie se trouve dans la région amazonienne du Venezuela. En 2016, le gouvernement a créé une zone économique spéciale – une zone géographique dotée de lois spéciales qui, entre autres problèmes, assouplissent considérablement les normes environnementales et la reconnaissance des droits sociaux. Simultanément, le gouvernement a conclu des accords avec les entreprises participantes, dont les détails n'ont pas été rendus publics. L'armée a également reçu des pouvoirs spéciaux pour réprimer la résistance et assurer la poursuite de l'exploitation minière. (2)

Les projets d'infrastructures, construits sous couvert de promouvoir le « développement » et « l'intégration » en Amérique du Sud, offrent un autre exemple. Cependant, ces autoroutes, chemins de fer, voies navigables, ports, aéroports et barrages hydroélectriques servent principalement à l'exportation d'un volume croissant de matières premières et de produits issus des activités extractives. Ils ne répondent pas aux besoins des populations locales et ne laissent souvent derrière eux que des impacts dévastateurs.

Le plan principal pour l'Amérique du Sud est l'Initiative d'intégration de l'infrastructure de la région sud-américaine, ou IIRSA. Le plan IIRSA, lancé en 2000 par 12 gouvernements sud-américains, envisageait plus de 500 projets. Les investissements dans les infrastructures sont progressivement devenus la forme la plus récente d'expansion du capital financier, et ils représentent un énorme potentiel de profits. Ces initiatives sont principalement menées dans le cadre de partenariats public-privé, qui sont avantageux pour le secteur privé et laissent les

gouvernements nationaux assumer les risques. On entend parler aujourd'hui de projets « d'infrastructures extrêmes ». Il s'agit de méga-corridors qui relient, à une échelle et une vitesse toujours croissantes, des lieux où l'extraction est bon marché avec des centres de fabrication et de consommation. (3)

Parmi les exemples de projets de méga-corridors, on peut citer la construction d'un tronçon de « l'autoroute interocéanique » entre la ville de Cruzeiro do Sul au Brésil et Pucallpa au Pérou, qui relierait le nord-ouest du Brésil au sud-ouest du Pérou. Ce projet de construction a débuté il y a plus de 20 ans. Les populations autochtones des deux pays se sont opposées au projet dans une lettre ouverte, dénonçant le fait que « la construction de l'autoroute fait partie d'un modèle de développement prédateur qui comprend l'exploitation minière, forestière, pétrolière et gazière. Dans cette région, qui possède le plus grand bassin d'eau douce du monde, il y a des terres autochtones qui n'ont pas été délimitées, ainsi que des peuples en isolement volontaire, dont les droits continuent d'être ignorés et bafoués. » (4)

Les impacts déjà néfastes des autoroutes sont aggravés par des projets ferroviaires en Amazonie brésilienne. La ligne de chemin de fer « Ferrogrão », par exemple, qui reliera le nord de l'État du Mato Grosso au port de Miritituba sur la rivière Tapajós dans l'État du Pará, traversera des Unités de conservation et des Terres autochtones. Ce projet aggrave encore les impacts de l'autoroute BR-163, qui pénètre dans l'Amazonie depuis la région centre-ouest, la plus grande région céréalière du pays. Historiquement, les projets de ce type ont été les principaux facteurs de l'augmentation de la déforestation, causant des effets dévastateurs pour les populations forestières.

Le « verdissement » de la destruction : de nouvelles causes sous-jacentes de la déforestation

Le fait que les causes sous-jacentes de la déforestation identifiées en 1999 soient toujours présentes ne signifie pas que rien n'a changé. La plupart des « solutions » à la déforestation, proposées depuis cette date par les gouvernements, les banques, les grandes ONG de conservation et d'autres, sont devenues de nouvelles causes sous-jacentes de la déforestation.

La cause principale est le mécanisme REDD, qui veut dire Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts. Le mécanisme REDD est issu des conférences de l'ONU sur le climat de 2005. Il promettait de combattre et de réduire la déforestation rapidement, simplement et à moindre coût, et ainsi de réduire également les émissions de carbone et les impacts du changement climatique. L'argument utilisé était qu'il était plus avantageux de « maintenir les forêts sur pied » que de les abattre.

Pour obtenir l'approbation d'un projet REDD dans une forêt tropicale, une entreprise ou une ONG choisit une zone forestière ostensiblement menacée et calcule la proportion de cette zone qui serait déboisée sur une période de 30 à 50 ans. Elle calcule ensuite combien d'hectares seraient hypothétiquement conservés si le projet REDD devait être mis en œuvre et, par conséquent, le volume d'émissions de carbone qui serait évité. Ces calculs sont ensuite utilisés pour émettre des crédits carbone négociables, certifiés par des sociétés de conseil.

Ces crédits sont ensuite achetés, par exemple, par de grandes entreprises – principalement dans les pays du Nord – actives dans les secteurs de l'extraction pétrolière, de l'aviation, des produits alimentaires ou de l'exploitation minière. Ces entreprises « compensent » la pollution qu'elles génèrent en prétendant préserver de forêts lointaines. Ce faisant, elles « achètent » le droit de continuer à polluer l'atmosphère avec une quantité de carbone supposée équivalente à celle qui a été « stockée » dans la zone forestière dont la destruction a été « évitée ». Le mot « compensation » est le terme à la mode pour désigner le mécanisme REDD.

[Les communautés vivant dans les forêts sont accusées d'être responsables de la déforestation et on les empêche d'utiliser leurs propres espaces pour mener des activités essentielles à leur subsistance. Les systèmes REDD renforcent ainsi le postulat erroné selon lequel les populations ne peuvent pas coexister avec les forêts, ce qui pose des problèmes aux communautés des deux côtés de l'accord : d'abord, dans les communautés forestières proches des activités de ces entreprises des pays du Nord qui, grâce à REDD, peuvent continuer à polluer encore plus ; et deuxièmement, dans les forêts où se situent les projets de compensation. (5)]

Depuis le lancement du mécanisme REDD il y a près de vingt ans, la déforestation n'a pas diminué, mais plutôt augmenté. L'agro-industrie, l'exploitation minière, les plantations d'arbres en monoculture et d'autres activités extractives ont toujours été plus rentables que le maintien de forêts intactes, ce qui révèle la véritable intention des projets tels que REDD : perpétuer le droit de polluer. REDD contribue donc à aggraver la crise climatique au lieu de l'atténuer.

Actuellement, 99 projets REDD ont été certifiés ou sont en cours de certification dans les quatre pays ayant les taux de déforestation les plus élevés de la région amazonienne (Brésil, Bolivie, Pérou et Colombie). En outre, il existe un nombre indéterminé d'autres initiatives REDD non certifiées.

Plusieurs programmes proposés par les gouvernements nationaux existent également dans la région amazonienne. En Colombie, par exemple, un décret de 2017 permet aux entreprises de ne pas payer de taxes « pollueur-payeur » et d'acheter à la place des « compensations », notamment par le biais de projets REDD.

Il existe également des programmes REDD au niveau des États, comme dans les États d'Acre et du Mato Grosso au Brésil, qui sont financés par les gouvernements de l'Allemagne, de la Norvège et du Royaume-Uni. Dans ce cas, les paiements ne proviennent pas de la vente de crédits carbone, mais sont basés sur de prétendus « résultats » liés aux taux de déforestation sur une période convenue par les parties. En fonction du taux de déforestation convenue et de l'année de référence utilisée pour établir la comparaison, le résultat peut être opposé à l'objectif fixé ; les gouvernements peuvent recevoir des paiements même lorsque la déforestation est en augmentation, comme cela a été le cas dans le Mato Grosso. (6) Par ailleurs, si ce type de programme REDD n'est pas financé par le marché du carbone, l'un de ses principaux objectifs est de préparer ces États à rejoindre ce marché le plus tôt possible.

Le nouveau REDD : les solutions fondées sur la nature (SFN)

L'échec de REDD à réduire la déforestation pourrait laisser penser que l'idée devrait être abandonnée, mais cela n'a pas été le cas. Pour certains, le mécanisme REDD n'a pas été un échec. Les grandes ONG de conservation, les sociétés du marché du carbone, les consultants qui conçoivent et valident les projets, les gouvernements nationaux et étatiques, les certificateurs et autres ont collectivement empoché des milliards de dollars provenant des projets REDD au cours des quinze dernières années. REDD n'a pas non plus été un échec pour les grandes entreprises comme les compagnies pétrolières, qui ont pu étendre leurs activités polluantes en prétendant « compenser » leurs émissions.

Elles ont cependant décidé de changer le nom de ce mécanisme. Le mécanisme REDD est désormais de plus en plus connu sous le nom de « solutions fondées sur la nature » (SFN). Les initiatives SFN sont devenues encore plus dangereuses pour les populations forestières, car elles sont liées à une autre proposition, le plan dit « 30x30 », qui vise à protéger 30 % des zones naturelles du monde d'ici 2030.

La formule magique pour tous les secteurs de l'industrie mondiale à l'heure actuelle est de parvenir à des émissions « neutres en carbone ». Cela a conduit à une véritable ruée des entreprises et des ONG vers les terres forestières. De nombreuses communautés sont harcelées pour qu'elles signent des contrats avec des sociétés du marché du carbone impatientes de vendre des droits de pollution à des industries étrangères, à des ONG et, de plus en plus, à des entreprises et à des gouvernements nationaux. Cette nouvelle tendance n'a pas encore débouché sur de nouveaux projets SFN en Amazonie. Mais quand ce sera le cas, ces projets devraient suivre la logique du mécanisme REDD, puisque nous voyons que certains projets REDD sont rebaptisés initiatives SFN.

L'agro-industrie brésilienne est l'un des secteurs qui se sont le plus distingués dans la promotion des activités SFN au niveau mondial, par exemple, à travers l'expansion de ses plantations d'eucalyptus en monoculture et des initiatives dites « d'agriculture bas-carbone ». Ces projets prévoient l'ajout d'additifs à l'alimentation animale et l'introduction de pratiques d'agroforesterie et de gestion des sols. Ils ne sont rien d'autre qu'une supercherie si l'on tient compte des plans de méga-expansion de l'industrie, qui s'accompagnent également des feux et de la déforestation nécessaires pour les mener à bien. À cela s'ajoute l'utilisation de produits dérivés du pétrole tout au long de la chaîne de production, notamment des engrais chimiques et des pesticides. Tout cela explique pourquoi la chaîne de production agroalimentaire représente déjà jusqu'à 37 % du total des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial.

L'économie « bas carbone » ou « verte »

La grande finance et les capitalistes industriels ne se contentent pas de verdir leur propre image à travers des projets « neutres en carbone » ; ils prétendent également avoir amorcé la transition de

l'approvisionnement énergétique de la société. Pourtant, au lieu d'évoluer réellement vers une économie plus juste sur le plan climatique et social, ils veulent simplement utiliser l'économie dite « bas-carbone » ou « verte » pour maintenir et renforcer leur propre hégémonie et leur pouvoir.

C'est une erreur de penser que ce nouveau cadre énergétique, basé sur l'énergie éolienne, les méga-barrages, la biomasse, le solaire et d'autres sources, réduira la déforestation et/ou les activités extractives. Au contraire, ces projets exigeront également de grandes superficies de terres. Le symbole de « l'économie bas-carbone » est la voiture électrique qui, en plus de nécessiter les métaux et minéraux habituels, tels que le fer et l'aluminium, nécessite également plusieurs nouveaux minéraux et métaux dont l'extraction se traduira par encore plus de destructions et de déforestation.

L'Équateur offre un exemple de la façon dont la nouvelle « économie bas-carbone » a déjà un impact sur la forêt et ses habitants. Ces dernières années, il y a eu une ruée vers l'exploitation du balsa, un bois idéal pour l'industrie éolienne en pleine croissance. L'Équateur est déjà devenu le premier exportateur mondial de ce bois, principalement vers la Chine. Paradoxalement, alors que la Chine annonce ses objectifs de « neutralité carbone » grâce à l'installation de plus de parcs éoliens, la destruction des forêts pour obtenir du bois de balsa s'intensifie en Équateur, en Colombie et au Pérou. Cette situation entraîne également d'autres impacts, notamment les problèmes causés par les scieries mobiles dans les communautés, comme la pollution des rivières ; des forêts qui ont perdu leur équilibre du fait d'une exploitation incontrôlée ; et les impacts sociaux, tels que l'exploitation de la main-d'œuvre, les conflits et les divisions au sein des communautés. (7)

Considérations finales

Le discours de l'économie « bas-carbone » est extrêmement commode pour les entreprises qui entraînent en réalité une destruction à grande échelle des forêts, ainsi que pour ceux qui bénéficient de la mise en œuvre de ces projets, notamment les ONG de conservation, les certificateurs de projets de « compensation », les investisseurs financiers, etc.

Ce discours s'accompagne de propositions et de mécanismes pervers comme le mécanisme REDD et les SFN. Ils sont pervers parce que leur objectif principal est d'offrir une bouée de sauvetage aux industries polluantes – et à leurs profits – tout en déstabilisant le climat mondial en peu de temps. Ces propositions conduisent à une course effrénée qui vise les terres des communautés. Une pression accrue s'exerce donc sur ces territoires, tant du fait des activités destructrices habituelles que des nouvelles attaques « vertes ».

Ce scénario souligne l'importance de renforcer la résistance dans les territoires touchés par l'imposition de tels projets destructeurs et/ou « verts », ainsi que le fonctionnement en réseau, l'unité et la solidarité mutuelle entre les communautés affectées. Cela est d'autant plus important que, dans ce scénario, les projets qui détruisent les forêts et les projets « verts » dépendent les uns

des autres pour être viables : les deux catégories s'inscrivent dans une même logique néfaste qu'il faut dénoncer et combattre.

Secrétariat international du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM)

* Ceci est le résumé d'un article publié dans le dossier « Agro é Fogo » (« L'agrobusiness, c'est le feu »). Vous pouvez accéder à [l'article complet ici en portugais](#); et vous pouvez [accéder au dossier en espagnol, portugais et anglais ici](#).

- (1) WRM, Comment les politiques et les agences sur les forêts encouragent la destruction durable, 2022, <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/comment-les-politiques-et-les-agences-sur-les-forets-encouragent-la-destruction-durable>
- (2) Emilio Teran Mantovani, La crise et l'épuisement de l'économie pétrolière au Venezuela : l'exploitation minière à grande échelle et les nouvelles frontières de l'extraction, 2017, <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/la-crise-et-lepuisement-de-leconomie-petroliere-au-venezuela-lexploitation-miniere-a-grande-echelle-et> et Emilio Teran Mantovani: L'industrie minière déprédatrice au Venezuela : arc minier de l'Orinoco, économies d'enclave et plan minier national, 2021, <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/lindustrie-miniere-depredatrice-au-venezuela-arc-minier-de-lorinoco-economies-denclave-et-plan-minier>
- (3) Nick Hildyard, Les infrastructures extrêmes se multiplient, 2019, <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/les-infrastructures-extremes-se-multiplient>
- (4) Document final du séminaire binational Brésil/Pérou Amazonie : *Sociobiodiversidade, resistência ao modelo desenvolvimentista predatório*, 2022, <http://lindomarpadilha.blogspot.com/> (disponible seulement en portugais).
- (5) WRM, REDD : [une collection de conflits, de contradictions et de mensonges](https://www.wrm.org.uy/fr/publications/redd-une-collection-de-conflits-de-contradictions-et-de-mensonges), 2014, <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/redd-une-collection-de-conflits-de-contradictions-et-de-mensonges>
- (6) Jutta Kill, REDD : Pas seulement un échec, dans « 15 ans de REDD : un système fondamentalement vicié », <https://www.wrm.org.uy/fr/15-ans-de-REDD-pas-seulement-un-echec>
- (7) Acción Ecológica, Paradoxes verts d'un pays amazonien, 2021, <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/paradoxes-verts-dun-pays-amazonien>

RECOMMANDATIONS

La production d'huile de palme se traduit par une exploitation des populations noires et autochtones au Brésil

Le site d'information Metrôpoles a parcouru 5 700 km pour dénoncer la manière dont la filière de la production de l'huile de palme affecte les communautés quilombolas et les populations autochtones dans l'État du Pará, au Brésil. Il existe un historique de travail proche de l'esclavage, d'expropriation des communautés traditionnelles et d'impacts environnementaux. Les communautés quilombolas et autochtones dénoncent l'invasion de leurs territoires par de grandes entreprises, principalement Agropalma et Brasil BioFuels, qui bloquent l'entrée des habitants dans ces régions. Ces entreprises sont accusées d'avoir des liens avec des hommes armés qui menacent les dirigeants communautaires et dévastent des cultures et des territoires séculaires. Le rapport établit un parallèle intéressant entre ces monocultures et la façon dont le palmier à huile est cultivé et utilisé à Bahia, où les arbres sont plantés par la population et pour son propre bénéfice, l'huile est transformée et utilisée localement, et la culture fait partie de l'identité et de la culture de la population. Lire et regarder la vidéo en portugais ici

<https://www.metropoles.com/materias-especiais/ouro-liquido-producao-de-dende-explora-populacoes-negras-e-indigenas-no-brasil-2>

Une société d'huile de palme, des policiers et des militaires se livrent à un saccage massif et violent contre des villageois en RDC

En septembre 2022, deux importants contingents de la police nationale et de l'armée ont été dépêchés dans les zones de concession des plantations de palmiers à huile des Plantations et Huileries du Congo (PHC) à Lokutu et Boteka. Selon PHC, ces contingents lourdement armés ont été envoyés à la suite d'une demande déposée par PHC auprès du gouvernement de la RDC, prétendument pour aider à empêcher le vol de noix de palme de ses plantations par des villageois vivant à l'intérieur et autour des concessions de l'entreprise. Vous pouvez lire un résumé de ce qui s'est passé, sur la base des informations recueillies par le RIAO-RDC auprès de ses membres locaux, des entretiens avec les villageois concernés et d'une mission d'enquête sur place à Boteka par deux membres du bureau national du RIAO-RDC en octobre 2022. Ce résumé peut être consulté : <https://www.farmlandgrab.org/post/view/31234-une-societe-d-huile-de-palme-des-policiers-et-des-militaires-se-livrent-a-un-dechainement-massif-et-violent-contre-des-villageois-en-rd-congo>

En République du Congo, des familles dépossédées de leurs terres pour faire place au projet de compensation du géant pétrolier Total

Une enquête de SourceMaterial et Unearthed dénonce les impacts d'un important projet de compensation carbone (par la plantation d'arbres en République du Congo) du géant pétrolier TotalEnergies, annoncé fin 2021. Pour avoir accès aux terres, Total s'est associé à Forest Neutral Congo (FNC) pour planter des arbres dans la réserve de Lefini, qui fait partie des plateaux de Batéké. FNC, qui a loué le terrain au gouvernement congolais, est une filiale de Forêt Ressources Management (FRM), une société de conseil française. Mais le projet a un coût pour les familles des plateaux de Batéké qui vivent de ces terres depuis des générations. Lisez le rapport complet (en anglais) : <https://unearthed.greenpeace.org/2022/12/12/total-congo-offsetting-land-dispossessed/>

Et regardez une vidéo de l'enquête (en français) :

<https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/121222/derriere-le-greenwashing-de-totalenergies-l-expropriation-de-paysans-au-congo>

Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante : Bulletin 264 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : Réflexions, témoignages et lutte contre l'économie verte » (<https://wrm.org.uy/fr/>)

«

[Inscrivez-vous au Bulletin du WRM](#)

***Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples
qui défendent leurs forêts et leurs territoires.
L'inscription est gratuite.***

¿Vous avez manqué le dernier numéro du Bulletin WRM intitulé
« En solidarité avec les communautés qui résistent aux monocultures d'arbres » ?

Vous pouvez le consulter, ainsi que tous les précédents numéros du bulletin WRM, en cliquant sur ce lien

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Editeur: Joanna Cabello

Appui éditorial: Lucía Guadagno, Eduardo Hoppe Oderich, Jutta Kill, Winfridus Overbeek et Teresa Pérez

Secrétariat International du WRM

Av. Bolivia 1962 Bis, CP 11500 Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 26056943

wrm@wrm.org.uy

<http://wrm.org.uy/fr/>